



## **AFFRONTEMENT DECISIF !**

- Témoignage d'une québécoise expulsée de Bolivie.
- Le nouveau syndicalisme brésilien.

## PUBLICATIONS DISPONIBLES

au Comité Québec-Chili

### CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

Numéros précédents encore disponibles .....	.25
N° 36, mai '79 — Dossier spécial : Amérique Centrale.....	.50
N° Mai-juin '79 — Le 1er mai : avec ou sans permis .....	.50
N° 38, '79 — Nicaragua : Dépendance étrangère et victoire populaire.....	1.00
N° 39, Nov.-déc. '79 — Le nouveau Nicaragua .....	1.00
N° 40, Janv. 80 — Salvador, la guerre prolongée de l'oligarchie .....	1.00
N° 41, Mars-avril 80 — Au début des années 80, Portrait du Chili .....	1.00
N° 42, Mai 80 — Le Salvador : un enjeu régional — Nicaragua... manoeuvres de déstabilisation .....	1.00

### TEXTES D'ORGANISATIONS POLITIQUES LATINO-AMÉRICAINES

- La crise de l'impérialisme et la révolution chilienne  
et latino-américaine (textes du MIR) '76 .....
- Qu'est-ce que le MIR? Comité central du MIR 1974 .....
- Petite bourgeoisie et révolution. ERP-Argentine .....
- Notes de l'histoire du MIR .....
- Rapport politique de Villabella. MIR, janvier '78 .....

### SÉRIE : AMÉRIQUE LATINE AUJOURD'HUI

- L'histoire de la CEDOC .....
- Impérialisme culturel et éducation populaire .....
- Les Unions américaines, complices des « boss »  
et de la CIA en Amérique latine .....
- Bolivie : dictature militaire et Résistance .....
- La CLAT : contre l'unité des travailleurs d'Amérique latine .....
- Capitalisme et mouvement ouvrier en Amérique latine .....
- La pratique d'un centre d'éducation populaire au Mexique .....

### DIVERS

- Chili 1970-72. La mobilisation des masses .....
- Chili 1976 : faim et résistance .....
- Éléments d'analyse de la conjoncture actuelle  
au Québec et au Canada .....
- FALCONBRIDGE. Portrait of a Canadian Mining Multinational.  
John Deverell and the Latin American Working Group. 184 p. ....
- Una sola lucha. Pedro Vuskovic. 264 p. ....
- Domitila : Si on me donne la parole. ....
- Le Chili d'Allende : témoignage de la vie quotidienne .....

Faites votre commande aujourd'hui au : **COMITÉ QUÉBEC-CHILI**  
356 est, rue Ontario  
Montréal, Qué., Canada H2X 1H8  
Tél. : (514) 842-8459

*dans ce numéro*

- **NOUVELLES DU CHILI** ..... **2**  
Un 1er mai pas comme les autres. L'exil... intérieur. Dans les universités, ça bouge ! La DINA s'intéresse au monde des affaires. Au Chili, deux visions du terrorisme.
- **GUATEMALA : Y A RIEN COMME UN COKE... POUR TUER!** **8**
- **SALVADOR : L'AFFRONTMENT DÉCISIF!** ..... **10**
- **CONTRE-INFORMATION : QUAND ON CESSE DE RÊVER EN LISANT LE JOURNAL** ..... **15**
- **PÉROU : LES ÉLECTIONS ET APRÈS** ..... **19**
- **BRÉSIL** ..... **22**  
Polio et miracle brésilien. La Banque de Montréal au secours de la Junte. Le nouveau syndicalisme brésilien.
- **BOLIVIE : TÉMOIGNAGE D'UNE QUÉBÉCOISE EXPULSÉE DE BOLIVIE.** **27**

ISSN : 0378 - 9304

**N'OUBLIEZ PAS  
LE 20 SEPTEMBRE...**





---

## UN 1er MAI PAS COMME LES AUTRES

---

Comme ce fut le cas depuis 1973, durant la semaine précédant le 1er mai, le ministre de l'Intérieur interdit toute manifestation de rue. Ce qui est nouveau cependant par rapport à l'an dernier, ce sont les menaces à peine voilées du chef de la garnison de Santiago, le général Humberto Gordon, quant à d'éventuels incidents malheureux parce que des « éléments étrangers au monde du travail profiteraient des festivités du 1er mai pour réaliser des actions contraires aux intérêts des travailleurs ». C'est à peu près le même langage que les autorités ont tenu à l'archevêque de Santiago de sorte que la messe traditionnelle a été annulée.

Compte-tenu du climat de répression de plus en plus fort depuis novembre 1979, le Comité de défense des droits syndicaux (voir *Chili-Québec Informations*, n° 41) décide de ne pas défier l'interdiction. Mais il n'organise pas non plus de manifestation unitaire dans les locaux syndicaux, ce qui est pourtant permis par la Junte. Dans ce climat de répression et de faiblesse des superstructures syndicales, les travailleurs et les pobladores organisent **par leurs propres moyens** des rencontres. La plus importante réunion s'est tenue dans le local du syndicat de l'usine IRT dans la zone de Vicuna Mackena.

Plus de 500 personnes ont écouté un travailleur de la zone qui a parlé de la situation du mouvement ouvrier et

populaire. Des artistes de la zone ont complété le programme de la rencontre. À la dernière minute Carlos Frez du FUT s'est joint à la réunion pour tenter de la transformer au profit de son organisation. Il n'y est pas arrivé. Des étudiants, des prêtres et Clotario Blest étaient présents. Une fois la réunion terminée, plus de 200 personnes ont décidé d'exprimer leur droit de manifester dans la rue. Du local de l'IRT, ils se sont dirigés vers la poblacion El Pinar. Les habitants sortaient de leurs maisons, une partie d'entre eux se sont joints au cortège. La marche n'a pas duré longtemps. Quinze minutes plus tard, les forces policières arrivaient et dispersaient violemment les manifestants. La majorité des manifestants ont pu s'échapper grâce à l'appui des pobladores du secteur, plusieurs ont trouvé un refuge dans les maisons des habitants pendant quelques heures. La police a quand même fait 57 arrestations.

### *La crise de direction du mouvement ouvrier et populaire*

Le 1er mai de cette année illustre crûment la scission entre les militants de la base et les organisations superstructurelles, ce que la **Rencontre des femmes de novembre 1979** avait laissé entrevoir.

En effet, quand le département féminin de la Coordination nationale Syndicale (CNS) a organisé la rencontre des femmes, il est apparu très vite que la Démocratie-chrétienne et le Parti communiste menaient une lutte féroce pour en tirer les bénéfiques. Dans un premier temps, les invitations pour participer à cette rencontre ont été envoyées à toutes les organisations de femmes qui luttent pour la défense de leurs droits. C'est

alors qu'après de multiples réunions au sommet entre partis, il a été décidé que l'inscription à la rencontre se ferait sur la base de quotas attribués à chacun des partis représentés dans la CNS.

À l'ouverture de la rencontre, plusieurs militantes d'organisations populaires ont eu une nouvelle preuve que dans les grands partis d'opposition tout se passe comme si le temps s'était arrêté en 1973. La qualité première demandée pour participer n'était pas d'être déléguée d'une organisation populaire mais d'être inscrite sur une liste de parti. C'est ainsi que nombre de femmes n'ont pu participer à la rencontre parce qu'elles refusaient de briser leur mandat de déléguée d'organisation populaire au profit des partis qui avaient besoin de leur voix pendant la réunion.

La même cassure existe dans le secteur syndical. S'il n'y a pas eu de manifestation unitaire lors du 1er mai, ce n'est pas seulement relié à la question de la répression. Plus approche l'espoir d'une libéralisation du régime, plus les batailles entre les partis DC et PC pour la mainmise du mouvement syndical devient un enjeu important. Pour la DC, c'est s'assurer une base de masse ; pour le PC, c'est faire pression sur la DC pour forcer une alliance. Le projet syndical de la DC, c'est la CUT à l'envers. Avant 1973, les partis de l'Unité populaire, où le PC dominait, avaient la direction de la CUT. La DC, bien que 2e parti par son nombre de délégués, était dans une position subordonnée. Le projet de la DC est de faire l'inverse : trouver des alliés pour placer le PC en position subordonnée.

Telle est la réalité du mouvement syndical dans les hauteurs bureaucratiques. Mais une autre réalité s'impose et c'est celle-là que la manifestation de l'IRT indique : la formulation d'un **nouveau mouvement syndical** qui ne se veut pas l'expression du rapport de forces des partis, leur courroie de transmission, mais le lieu d'élaboration de solutions aux réalités immédiates des travailleurs, les conditions de travail dans l'usine et les conditions de vie hors de l'usine. Pour ce mouvement syndical, l'unité se fait par la formation de comités de base unitaires qui sont l'initiateur d'actions comme celle du 1er mai.

---

## DANS LES UNIVERSITÉS, ÇA BOUGE !

---

*A Chili, l'agitation étudiante a repris cet automne comme elle était l'année dernière. Quarante-deux (42) étudiants du campus Macul de l'Université du Chili (U. Ch.) ont été suspendus pour un an. Une scission s'est produite au sein de la Fédération des étudiants du Chili FECH : la direction étudiante refusait de discuter de ce problème et préférait faire honneur à la direction en*

*laissant le recteur entretenir l'assemblée des progrès de l'Université depuis sept ans. Nous reproduisons un article paru dans le Pizzaron, mensuel des enseignants dans la résistance.*

### **L'institutionnalité universitaire : une arme à deux tranchants pour la dictature**

Aujourd'hui, les universités font beaucoup parler d'elles et ce n'est pas pour rien. La dictature cherche à regagner l'initiative qu'elle a perdue l'an dernier. Effectivement, les universités incommode le gouvernement. Après six années de dictature, un mouvement étudiant anti-dictatorial s'est levé, qui renoue avec ce qu'il a été historiquement (combativité, esprit de rébellion, mépris de la médiocrité et de la répression) et qui s'exprime par une nouvelle volonté de lutte. Se rendant compte avec stupeur que la question étudiante lui échappait des mains, la dictature, à la fin de 1979, avait mis rapidement au point son plan d'institutionnalisation universitaire.

À l'Université du Chili (U. Ch.), dans 5 facultés (Philosophie et Lettres, Sciences Humaines, Enseignement pré-scolaire et élémentaire, Médecine (Nord), Art et Représentation), la majorité des dirigeants étudiants étaient de l'opposition. À l'Université technique (UTE), l'Union des organisations étudiantes représentait 14 centres d'étudiants vs un Conseil supérieur rachitique et sans direction. Aux élections, l'Université catholique (UC), cinq (5) centres d'étudiants, y compris la puissante Faculté de Théologie, passaient aux mains de l'opposition. Comme des apprentis-sorciers, la nouvelle institutionnalité universitaire se tournait contre ses créateurs et ses propagandistes.

D'autre part, l'application de la Loi universitaire a entraîné face aux résistances et aux doléances du ministre et des universités d'État. En effet, la Loi universitaire



prévoit 3 choses : 1) réduire l'envergure du système universitaire en distinguant ce qui est proprement universitaire de ce qui est éducation supérieure\* et en coupant les budgets des universités; 2) mettre en place une nouvelle loi de financement qui implique que tous les coûts de l'enseignement universitaire sont à la charge de l'étudiant (politique d'auto-financement des universités); et 3) retirer les recteurs militaires et mettre en place un système d'élection où les professeurs de 10 années et plus d'ancienneté proposent 3 noms au président de la République. La mise en veilleuse de cette proposition soutenue par l'équipe économique du gouvernement et le *El Mercurio* (journal quotidien de droite) a eu comme conséquence la sortie de Vial du ministère de l'Éducation publique. Néanmoins, le gouvernement en janvier 1980 a repris le bon bout du bâton en profitant des vacances de l'été.

Le *El Mercurio*, peut se montrer maintenant content : le nouveau Comité-conseil des affaires universitaires a relevé de leurs charges les recteurs de l'Université du Nord, et de l'Université de Concepcion; pendant l'été, plus de cent professeurs ont été renvoyés (17 à l'Université catholique; 41 à l'Université technique d'État; 20 à l'Université de Concepcion; une vingtaine à l'Université du Nord; autant à l'Université du Chili et 19 professeurs du lycée Manuel de Salas), de plus, plusieurs cours ont été fermés. C'est également durant la même période que l'équipe économique de la junte a étudié la nouvelle loi du financement universitaire qui sera probablement approuvée en 1981 et selon laquelle tout étudiant doit payer les coûts de l'enseignement, soit comptant (avec rabais de 10 %), soit avec un prêt bancaire à rembourser à la fin de ses études universitaires. Enfin, le budget de l'éducation supérieure a été encore réduit (l'Université technique est aujourd'hui l'université la plus chère du pays) et les tarifs des billets des autobus pour écoliers ont été réajustés 2 fois, ils sont maintenant fixés à 75 % de la valeur d'un billet normal.

Par ailleurs, les autorités ne sont pas restées les mains croisées face aux efforts d'organisation des étudiants. En février, quatre (4) étudiants de l'UTE sont finalement expulsés (ils sont suspendus) pour avoir organisé une journée culturelle en novembre de l'année dernière; à l'U. Ch., on retient les cartes d'identité (matricules) de 21 dirigeants étudiants (le Centre d'étudiants de la faculté des Sciences humaines y est passé au complet) jusqu'à ce qu'ils signent un serment de « bonne conduite », ils l'ont signé fin mars; à la faculté d'Art de l'U. Ch., le président et la secrétaire du centre d'étudiants sont suspendus pour avoir manifesté leur solidarité avec leur vice-président relégué à Freirena; aussi à cette même université les écoles de Sociologie, de Travail social et de Philosophie ne font plus partie du campus Macul; à l'UTE, tous les étudiants, pour obtenir leur carte d'identité (matricule) doivent s'engager à respecter un « Code d'éthique de l'étudiant » qui entre autres clauses établit que tout étudiant respectera toute décision du Rectorat, présente ou future; à l'U. Ch. sept (7) étudiants ont reçu une réprimande écrite pour avoir organisé une assemblée

sur la situation de la femme, à l'intérieur des murs de l'université.

Aujourd'hui, la dictature n'a plus confiance en sa propre institutionnalité, en sa propre légalité. Elle réprime administrativement le mouvement étudiant, pendant que ceux-ci sont en vacances. Assurément, son objectif est de cacher la blessure sous son plâtre : refroidir la protestation étudiante, dont la majorité commence à montrer une opinion à chaque fois plus rebelle aux autorités. Mais la politique du « convaincre par les faits » de Pinochet peut difficilement donner des résultats : au moins la majorité des universitaires, surtout dans les universités d'État, commencent à être fatigués du harcèlement répressif, du manque de liberté et de la médiocrité académique.

Le PIZZARON, avril 1980  
pp. 10-12.

\* NdT. Au Chili l'enseignement post-secondaire est à la charge de l'universitaire. Ce que la nouvelle loi propose c'est un système d'enseignement similaire au système nord-américain que nous connaissons.

---

## LA DINA S'INTÉRESSE AU MONDE DES AFFAIRES

---

« Le scandale du siècle » titre la presse en parlant de l'enquête actuelle sur les fraudes fiscales. L'intérêt subit de la presse dans cette affaire ne vient pas du montant de la fraude mais du fait que des officiers supérieurs de la Police secrète (la DINA) y seraient impliqués.

Depuis plusieurs mois, des enquêtes ont eu lieu dans différents cas de fraude, allant de l'escroquerie pour les fonds de pension ou, comme dans ce cas particulier, jusqu'à la production de fausses déclarations pour le remboursement de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée). Le mois dernier le ministre de l'Économie annonçait qu'il devrait demander une augmentation de son budget étant donné que le montant des remboursements dépassait largement le taux d'accroissement des exportations auxquelles les remboursements doivent normalement correspondre. En effet, les commerçants peuvent réclamer leur part sur la TVA payée, simplement en présentant une déclaration sur l'honneur en indiquant le montant de leur chiffre d'affaires (exemple plutôt insolite de confiance de la part du gouvernement chilien)..

La compagnie en question, maintenant connue du grand public à cause des implications de la DINA est l'UNION TRADING COMPANY, qui présente l'année dernière des factures pour un chiffre d'affaires de US\$ 25 millions, lui permettant ainsi de recevoir

US\$ 6 millions de remboursements fiscaux. Selo HOY, l'hebdomadaire de l'opposition, le montant réel du chiffre d'affaires de la compagnie aurait été de \$ 195 000. La découverte de cette différence conduisit à l'enquête en question.

Plusieurs membres de la DINA furent à ce moment-là emprisonnés à l'exception de deux qui, d'après le journal LA SEGUNDA, furent détenus dans une annexe de la prison. De là, toujours d'après le journal, ils auraient été amenés à la rue « Principe de Galles », à Santiago, où l'ancien chef de la DINA, le général Manuel Contreras, demeure. Les policiers auraient présenté leurs excuses aux deux personnes en question pour cette détention...

La presse n'osa pas aller plus loin, ce qui aurait pu impliquer directement Contreras dans ce scandale, mais le directeur de la Commission des enquêtes criminelles, le général Ernestos Baeza, révéla dans une conférence de presse que les enquêteurs avaient reçu des menaces de mort. De source policière, des menaces auraient été proférées à l'endroit de Baeza et de sa famille. « Qui, demandait la semaine dernière le quotidien LAS ULTIMAS NOTICIAS, a un tel pouvoir de destruction que même la police et son chef ne peuvent s'y soustraire ? »

Une autre allusion à l'implication de la DINA est venue d'une dénonciation faite par les membres de la hiérarchie ecclésiastique à l'effet que la carte d'identité d'une personne soi-disant disparue avait été utilisée dans cette affaire de fraude et très probablement les cartes d'autres personnes également portées disparues. La DINA est d'ailleurs largement tenue responsable de la disparition de ces personnes.

---

## AU CHILI, DEUX VISIONS DU TERRORISME

---

En remplacement de la chronique de contre-information absente du dernier numéro de *Chili-Québec*, nous vous proposons ce mois-ci un petit exercice d'analyse idéologique. Il y a deux sortes de masques ; les plus sûrs ne sont pas ceux qu'on pose sur ce qu'on veut cacher mais ceux qu'on pose sur les yeux des témoins. Dans la lutte idéologique, cette sorte de masque est un enjeu principal. Tout pouvoir établi doit savoir aveugler ceux qu'il exploite quant aux contradictions qui naissent de cette exploitation même et finiront un jour par la renverser.

L'opération essentielle pour y parvenir est de remplacer les réalités intérieures en contradiction par des valeurs extérieures, c'est-à-dire au-delà de la pratique vécue. Le masque ainsi créé prend toujours la forme d'une croyance au couple ordre-désordre.



L'ordre est une valeur appartenant aux choses elles-mêmes, et non à l'histoire transformable — comme le respect qu'on doit à son père. Le désordre est une menace venant toujours d'ailleurs que de « nous autres » et dotée de pouvoirs diaboliques (le démon lui-même n'étant au fond que le nom donné par la religion à nos désordres intérieurs).

Sous Duplessis, le désordre politique chez nous s'appelait communisme. Ailleurs aussi. Dans les années soixante, le communisme a cessé progressivement dans les médias d'être démoniaque, c'est-à-dire, d'être le nom du désordre en soi. Si bien qu'en 1970, Trudeau a pu nous imposer une claque paternelle plus fascisante que celles de Duplessis, au nom d'une menace nouvelle, le terrorisme — une menace tellement infernale, tellement hors de la réalité pratique, que dix ans plus tard on n'a pas fini de dire qui c'était ! Depuis ce temps-là, presque à tous les jours, les médias nous ont répété le nom nouveau du démon politique, le terrorisme (Allemagne, France, Irlande, Palestine, Afrique et bien sûr Amérique latine). Prévoyons que d'ici dix ans il faudra lancer un nouveau nom.

En retard sur l'Amérique du Nord, en avance sur la grande majorité des autres pays d'Amérique latine, la dictature chilienne et la presse qui la sert ont transformé le démon communiste en démon terroriste. À ce sujet, nous vous présentons des extraits de deux textes de lutte idéologique parus au Chili en mai dernier. L'un, une chronique de *La Segunda*, grand hebdomadaire de nouvelles, dit du centre (sous la junte), répète le catéchisme de l'aveuglement. L'autre est paru dans un mensuel catholique marginal ronéotypé, *No Podemos Callar* (« nous ne pouvons nous taire »). Il cherche à déjouer l'opération de masquage de l'oppression au nom du couple « ordre légal » versus « terrorisme ».

### *Le Visage du monstre !*

La chronique de *La Segunda* fait suite aux descentes opérées par la Junte contre des assemblées politiques

tenues dans des églises, et aux autres appuis apportés par l'Église chilienne à la lutte légale ou semi-légale contre la junte. Elle s'intitule : « les Responsables du terrorisme ».

Elle débute : « Devant les événements actuels, il n'est pas nécessaire de rappeler que le terrorisme est le produit d'une organisation mondiale, programmée, planifiée, stimulée, dirigée et abondamment financée par le marxisme international, dirigé de Moscou. Leur but est d'enchaîner les sociétés occidentales, de saper les bases des systèmes politiques démocratiques et de les infiltrer, notamment, par le moyen de l'Église. Ils sont persuadés que l'Église sera plus facile à abattre de l'intérieur, ne sachant pas que les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle.

« Outre son organisation clandestine, généralement très bien entraînée, le terrorisme compte sur deux remparts pour protéger ses activistes. D'un côté, le tapage autour des Droits humains, monté par Moscou contre les pays adverses et surtout contre ceux qui, tel le nôtre, combattent le marxisme. De l'autre, le contingent de collaborateurs puissants et efficaces que sont pour lui M. Carter et la hiérarchie catholique, par exemple au Chili. »

Après avoir blâmé la conduite du gouvernement colombien dans la prise d'otages réussie par le M-19, et vanté par contre celle du gouvernement britannique dans la prise de l'ambassade d'Iran, le chroniqueur poursuit : « Au Chili, c'est au contraire toute une organisation ecclésiastique, armée d'un corps spécialisé de juristes, qui s'est mise au service de ceux qui s'occupent à déranger l'ordre public, surveillant les tribunaux pour saisir la moindre occasion de protéger les droits des pauvres petites bêtes de la meute terroriste. » « Tout ça, il est clair, c'est de la complicité avec le marxisme. Les occupants de l'église de Saint-Michel-Archange, à leur sortie, au lieu d'être traînés devant les tribunaux, comme criminels et participants à une action terroriste, se retrouvent libres comme l'air, à la demande de Son Éminence, tout prêts et quasi autorisés pour aller attenter aux droits de quelqu'un d'autre. » Fin.

« *La subversion est un devoir évangélique* ».

No Podemos Callar applique à la situation actuelle du Chili la résolution 16 de la conférence épiscopale de Medellín : « En de nombreux endroits d'Amérique latine sévit une situation d'injustice qu'on peut nommer « la violence institutionnalisée », au sens où [...] les droits humains sont violés par le fait des structures elles-mêmes. Une telle situation exige des transformations globales, audacieuses, urgentes, constituant un renouvellement en profondeur. Nous n'avons plus à nous étonner qu'apparaisse en Amérique latine « la tentation de la violence ». Il ne faut pas abuser de la patience d'un public. »

La revue explique : « Aujourd'hui, le peuple chilien est en train de s'ouvrir les yeux. Il est en train de comprendre ce que signifie une « législation répres-

sive ». Il vit ce que la conférence de Medellín nommait « la violence institutionnalisée ». Une violence, un « terrorisme » imposé par « l'autorité, la loi » au peuple sous le nom de « légalité ».



## DEUX VISIONS DU TERRORISME POUR DEUX VISIONS DU MONDE

« Ce terrorisme d'État est le pire des terrorismes. Quelle défense reste-t-il contre lui ? Contre les abus et les outrages de particuliers, l'on fait appel à « l'autorité ». C'est sa fonction : réprimer les abus et rendre la justice. Mais, si c'est « l'autorité » qui est l'auteur des abus et des outrages, si c'est elle qui fait du terrorisme, que reste-t-il au citoyen ? Il ne lui reste qu'une chose, et la doctrine chrétienne l'admet : **se lever pour défendre la nation** contre l'autorité devenue tyrannique et oppressive. Agir pour se défendre d'une telle autorité n'est pas du terrorisme. Ce n'est pas du terrorisme, ce qui cause la terreur chez les tyrans et les dictateurs ; c'est une chose salutaire. Ce n'est pas du terrorisme à la condition de ne pas porter atteinte à des particuliers innocents.

« Chrétiens et non-chrétiens, nous devons comprendre que le Chili en est à un point où **la subversion est un devoir**, et qu'attenter à la sécurité de la Junte est un service à la patrie, à la véritable sécurité de celle-ci. Il ne s'agit pas de se lancer dans des actions contre-productives, mais de se forger une conscience claire de tout ceci et d'agir en conséquence, prudemment mais sans hésitations. **Il s'agit de sauver l'âme du Chili.** » [C'est toujours l'original qui souligne.]

La revue termine : « Nous croyons que du bien peut découler de ce qui se passe actuellement. Ce qui restait

par le passé caché et camouflé est en train d'être mis à jour par le gouvernement militaire. Hier comme aujourd'hui, la légalité chilienne était une légalité viciée, qui consacrait les privilèges. En bonne partie, une légalité vide, sous le manteau de laquelle subsistaient les injustices et les inégalités réelles. Dans les mots du Christ, une légalité pharisaïque, qui faisait cas du moucheron mais laissait passer le chameau, laissant dans leur misère la veuve, l'orphelin et le dévalisé... » (Ce qui est précisément le statut de bien des Chiliens d'aujourd'hui.) « Nous ne pouvons ni ne voulons retrouver cette sorte de légalité. La légalité que nous cherchons, c'est celle que se donnera le peuple pour le bénéfice de tout le peuple ».

---

---

## L'EXIL... INTÉRIEUR

---

---

### *Qu'est-ce que la loi de « relegaciones » ?*

Le sept (7) février 1980, la dictature chilienne franchit une nouvelle étape dans le processus d'institutionnalisation de la répression. En effet, la dictature sanctionne un décret-loi, le 3.168, qui permet aux autorités militaires, relevant du ministère de l'Intérieur, de « relegar », c'est-à-dire, d'arrêter toute personne soupçonnée de porter atteinte à la sécurité de l'État et de l'expédier dans un endroit éloigné de son lieu de résidence habituel. En général, les « relegados » ou exilés intérieurs sont envoyés dans de petits villages au climat plutôt rude, tel le désert au nord du Chili.

Selon ce décret-loi, l'accusé n'a droit à aucune défense ou procès. Une fois rendu à l'endroit désigné pour purger la peine d'exil, le détenu doit assurer sa propre subsistance, trouver du travail, un logement. Ce décret-loi, de par le pouvoir qu'il confère aux autorités militaires, transforme l'état d'urgence en un véritable état de siège. Il s'insère dans un nouveau cycle de répression des organisations syndicales et du mouvement populaire au Chili.

### *Dans quel cadre cette loi a-t-elle été créée ?*

L'année 1979 représente une étape importante de la réorganisation des forces populaires. Durant le dernier semestre de 1979, on voit apparaître de nouvelles formes de lutte et d'organisation : la lutte du mouvement syndical contre le Plan Laboral qui suscite différentes grèves, en particulier celles de Goodyear et de Salome dans le secteur industriel de MAIPU (Santiago) ; la mobilisation des femmes et des parents de personnes disparues pour raisons politiques ; la contestation par les étudiants universitaires de l'institutionnalisation académique de la dictature.

Par conséquent, cette loi répressive a pour but la désarticulation du mouvement syndical et populaire, l'isolement des dirigeants du mouvement de masse et le rétablissement du climat de terreur psychologique afin de freiner la contestation populaire. Ce décret-loi visait également à mettre en branle la répression du mouvement populaire qui s'apprêtait à célébrer le 1er Mai, fête internationale des travailleurs.

### *8 mars : entrée en vigueur de la loi*

Le 8 mars, journée internationale des femmes, au Chili comme dans la plupart des pays du monde, les célébrations de la fête internationale des femmes sont organisées. Deux manifestations avaient été prévues pour marquer l'événement, la première, organisée par la Coordination nationale syndicale, devait avoir lieu sur la place Pedro Aguirre Cerda de Santiago ; l'autre, organisée par la Société des écrivains chiliens, voulait rendre hommage à la poétesse Gabriela Mistral (Prix Nobel de littérature). La veille des célébrations, la dictature décidait d'annuler les permis pour la réalisation de ces manifestations.

Malgré cela, environ mille personnes viennent manifester au centre de Santiago. La police refoule les manifestants et arrête 111 personnes à Santiago (67 hommes et 44 femmes), ainsi qu'une trentaine de personnes à Valparaíso où une manifestation avait également été organisée. Les détenus sont accusés d'avoir enfreint la loi relative à la sécurité interne de l'État. Toutes les personnes détenues en ce 8 mars durent passer cinq jours dans différents postes de police où ils furent soumis à des interrogatoires, frappés, en même temps qu'on leur appliquait des courants électriques dans les oreilles.

Le cinquième jour, le ministre de l'Intérieur, s'appuyant sur les pouvoirs que lui concède la nouvelle loi, condamne à la « relegacion » (exil intérieur) douze personnes déplacées vers différents endroits du Chili, sans que leurs proches puissent leur remettre ni vêtements, ni argent, ou sans qu'ils puissent même les visiter. Dans la plupart des cas, il s'agit de travailleurs mis à pieds, d'étudiants et d'ouvriers peu rémunérés. Depuis lors, la loi de « relegacion » est appliquée systématiquement contre tout militant du mouvement syndical et populaire qui conteste l'institutionnalisation de la dictature.

Le 1er mai, la dictature procède à l'arrestation de cinquante-sept personnes qui participaient aux célébrations de la Fête des travailleurs par une marche dans un quartier ouvrier (El Pinar) de Santiago. Des cinquante-sept personnes détenues ce jour-là, trente-sept sont condamnées à l'exil intérieur et dispersées en différents endroits du Chili.

Aujourd'hui même, il y a cinquante-quatre personnes au Chili qui purgent des peines de « relegacion ». De plus, les proches de ces détenus-exilés sont soumis à des interrogatoires et à la torture chaque fois qu'ils rendent visite aux détenus sur les lieux de leur exil ; ceci dans le but de freiner tout mouvement de solidarité envers les détenus.

# GUATEMALA

---

*y a rien comme un coke  
pour tuer...*

*Le Congrès du travail du Canada et la Fédération des travailleurs du Québec demandent à toute la population du Québec de boycotter le Coca-Cola. Pourquoi?*

**Guatemala** — Samedi le 21 juin Edgar Rene Aldana, le secrétaire du syndicat de EGSA Coca-Cola travaillait sur le « shift de nuit ». À 4 heures du matin, un groupe d'hommes armés passe devant les gardes de sécurité de l'usine, capture Edgar Rene Aldana, et repasse devant les gardes de sécurité qui n'interviennent d'aucune façon.

Deux heures plus tard, à 6 heures du matin donc, à huit blocs de l'usine, le corps de Aldana est retrouvé criblé de balles.

Le même jour, sont retrouvés les corps de trois travailleurs de la INCESA-STANDARD, Oscar Amilcar Tatuaca, Victor Navarro Hernandez et Jesus Santos Rosales qui étaient disparus depuis le 17 juin.

LA CNT (Centrale nationale des travailleurs) convoque d'urgence un meeting dans ses locaux pour dénoncer la mort de leurs quatre camarades.

Soudain, c'est le silence dans la rue. La circulation est détournée à proximité du local syndical afin d'isoler celui-ci. Une soixantaine d'hommes armés pénètrent à l'intérieur du local et capturent vingt-sept personnes. Ceux qui s'aventurent au local après l'attaque, marchent dans le sang, il y a donc eu des blessés, pour le moins !

Le 23 juin, les ouvriers de Coca-Cola se mettent en grève pour protester contre la capture des 27 syndicalistes du local de la CNT. La grève est menée conjointement par le syndicat EGSA et l'Association des travailleurs (syndicat jaune récemment créé dans le but de casser le syndicat EGSA); le 16 mai, le président de cette association, Efrain Zamora a été tué après qu'il eut demandé de démissionner de son poste.

Le 25 juin, le CNUS, (Comité national d'unité syndicale), appelle à la grève qui progressivement mènera à la grève générale, si les disparus ne

réapparaissent pas vivants. Vingt usines se joignent aux travailleurs de Coca-Cola en grève.

Le 27 juin, un groupe d'hommes armés de mitraillettes pénètrent dans l'usine Coca-Cola et blessent deux travailleurs en grève, pas n'importe qui : Alberto Dominguez et Alfredo Cordon, deux membres de l'Association des travailleurs.

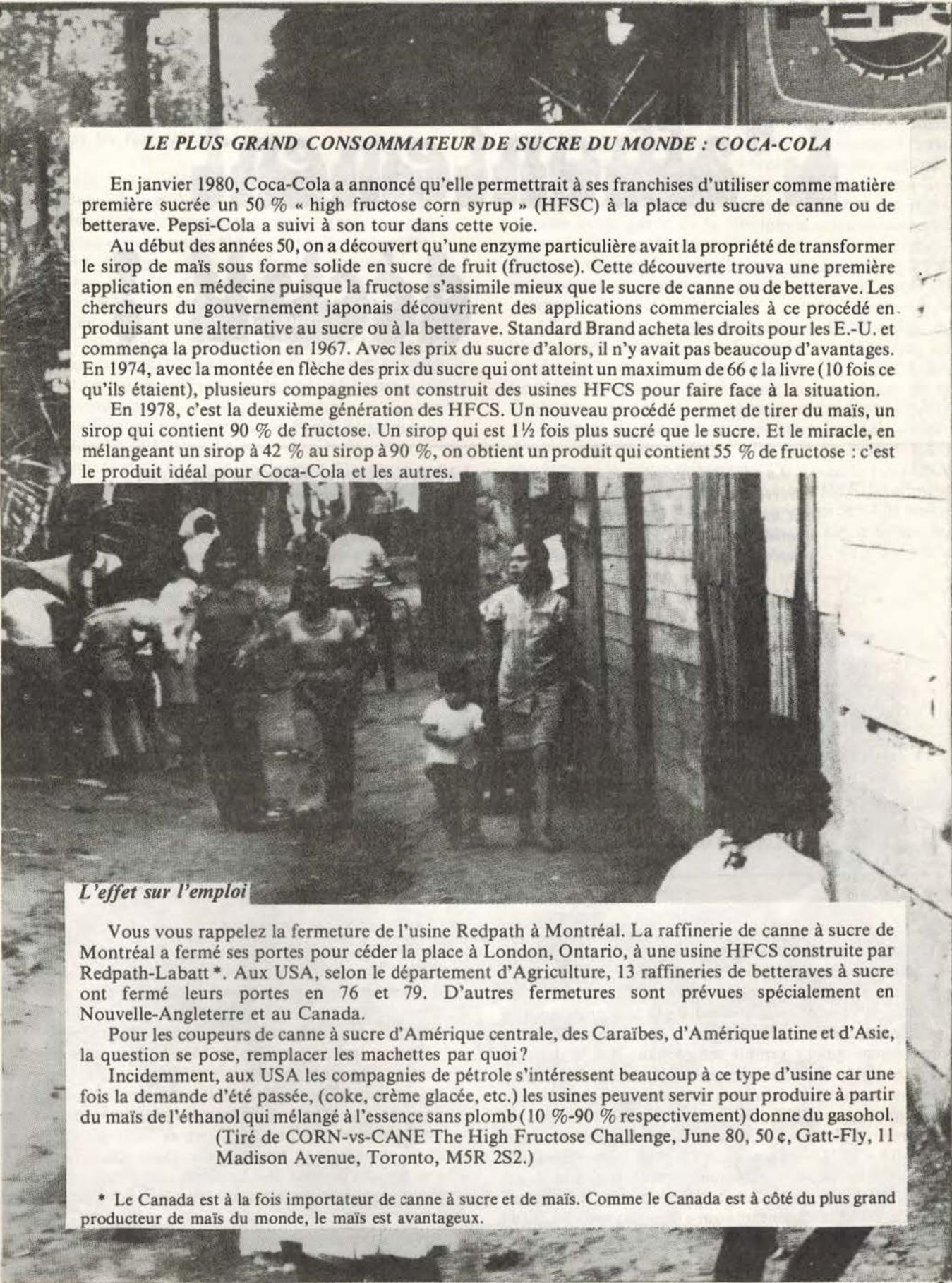
Le 30 juin, la Police judiciaire n'a toujours pas retrouvé les 27 disparus mais elle a retrouvé un certain nombre de bicyclettes et de motos qui ont été prises par les inconnus lors de la capture des 27 syndicalistes.

Le 1er juillet, à dix heures du matin, la Police judiciaire, le Peloton modèle et le Commando 6 prennent d'assaut l'usine de Coca-Cola. Les 80 policiers commencent à battre les ouvriers pour les forcer à travailler et à sortir les camions. Ils interrogent les ouvriers pour connaître les noms des nouveaux dirigeants syndicaux et l'endroit où ils sont. À la fin de l'opération, les policiers partent avec deux travailleurs.

Pendant ce temps les représentants syndicaux sont au ministère du Travail pour résoudre le cas de 18 de leurs camarades qui ont été congédiés le 14 avril pour activités syndicales. La Division de l'Inspection déclare les congédiements illégaux et demande à la compagnie de réinstaller les travailleurs. Lors du congédiement ils étaient 28. Cinq d'entre eux ont été kidnappés (Arnuefo Gomez et Jesus Garcia Ayfan ont été retrouvés depuis lors, morts), quatre autres ont accepté de signer leurs démissions.

Par ailleurs, le texan John Clinton Trotter, propriétaire de l'usine, le directeur du personnel Arturo Rents et Fred Von Hann, le directeur de l'usine, font des pressions sur les travailleurs pour qu'ils signent un placard publicitaire à paraître dans les journaux qui dirait que le conflit à la EGSA-Coca-Cola est terminé. Les travailleurs refusent. Décidément : y a rien comme un Coke !

**BOYCOTTONS COCA-COLA !**



### LE PLUS GRAND CONSOMMATEUR DE SUCRE DU MONDE : COCA-COLA

En janvier 1980, Coca-Cola a annoncé qu'elle permettrait à ses franchises d'utiliser comme matière première sucrée un 50 % « high fructose corn syrup » (HFCS) à la place du sucre de canne ou de betterave. Pepsi-Cola a suivi à son tour dans cette voie.

Au début des années 50, on a découvert qu'une enzyme particulière avait la propriété de transformer le sirop de maïs sous forme solide en sucre de fruit (fructose). Cette découverte trouva une première application en médecine puisque la fructose s'assimile mieux que le sucre de canne ou de betterave. Les chercheurs du gouvernement japonais découvrirent des applications commerciales à ce procédé en produisant une alternative au sucre ou à la betterave. Standard Brand acheta les droits pour les E.-U. et commença la production en 1967. Avec les prix du sucre d'alors, il n'y avait pas beaucoup d'avantages. En 1974, avec la montée en flèche des prix du sucre qui ont atteint un maximum de 66 ¢ la livre (10 fois ce qu'ils étaient), plusieurs compagnies ont construit des usines HFCS pour faire face à la situation.

En 1978, c'est la deuxième génération des HFCS. Un nouveau procédé permet de tirer du maïs, un sirop qui contient 90 % de fructose. Un sirop qui est 1½ fois plus sucré que le sucre. Et le miracle, en mélangeant un sirop à 42 % au sirop à 90 %, on obtient un produit qui contient 55 % de fructose : c'est le produit idéal pour Coca-Cola et les autres.

#### *L'effet sur l'emploi*

Vous vous rappelez la fermeture de l'usine Redpath à Montréal. La raffinerie de canne à sucre de Montréal a fermé ses portes pour céder la place à London, Ontario, à une usine HFCS construite par Redpath-Labatt\*. Aux USA, selon le département d'Agriculture, 13 raffineries de betteraves à sucre ont fermé leurs portes en 76 et 79. D'autres fermetures sont prévues spécialement en Nouvelle-Angleterre et au Canada.

Pour les coupeurs de canne à sucre d'Amérique centrale, des Caraïbes, d'Amérique latine et d'Asie, la question se pose, remplacer les machettes par quoi?

Incidemment, aux USA les compagnies de pétrole s'intéressent beaucoup à ce type d'usine car une fois la demande d'été passée, (coke, crème glacée, etc.) les usines peuvent servir pour produire à partir du maïs de l'éthanol qui mélangé à l'essence sans plomb (10 %-90 % respectivement) donne du gasohol.

(Tiré de CORN-vs-CANE The High Fructose Challenge, June 80, 50 ¢, Gatt-Fly, 11 Madison Avenue, Toronto, M5R 2S2.)

\* Le Canada est à la fois importateur de canne à sucre et de maïs. Comme le Canada est à côté du plus grand producteur de maïs du monde, le maïs est avantageux.

## L'affrontement décisif !

*La répression contre le mouvement populaire du Salvador se fait de jour en jour plus ouverte et plus sauvage. Elle suscite de telles réactions de protestations à travers le monde que notre bonne grosse presse occidentale se voit obligée d'en rendre compte presque quotidiennement. Cependant, même s'il subit les pires souffrances de son histoire, le peuple salvadorien voit quand même poindre un espoir de vaincre la dictature militaire dans un moyen terme. En effet, d'une part, la tournée du Front démocratique révolutionnaire à travers le monde a réussi à donner enfin la parole aux forces progressistes et démocratiques, à montrer le vrai visage de la Junte militaire et de ses alliés démocrates-chrétiens. D'autre part, dans le pays même, les 4 groupes armés (FPL-Farabundo-Martí : Forces populaires de libération-Farabundo Martí, ERP : Armée révolutionnaire du Peuple, FARN : Forces armées de résistance nationale, PCS : Parti communiste salvadorien) annonçaient en juin la création d'une direction unifiée au niveau politico-militaire renforçant par là l'unification des forces révolutionnaires déjà regroupées depuis janvier dans la Coordination révolutionnaire des masses (CRM). Enfin, cette unité se réalise quotidiennement dans la lutte comme en témoignent les quatre grèves générales depuis le mois de mars qui contribuent à affaiblir la Junte. Tout indique donc qu'on approche d'un affrontement décisif au Salvador d'autant plus que les États-Unis sont prêts à intervenir à tout moment avec l'aide des dictatures du Guatemala et du Honduras pour empêcher une autre victoire populaire en Amérique centrale.*

### *La répression systématique du mouvement populaire*

Il n'est plus utile de s'étendre sur la répression, les journaux la relatent tous les jours. Que l'on se rappelle simplement qu'elle semble maintenant être le dernier recours de la Junte et de ses alliés nord-américains. Devant la montée incontenable des forces populaires, certains responsables de la Junte n'hésitent pas à déclarer qu'il faut un bain de sang pour rétablir l'« ordre ». « Nous irons jusqu'à cent mille (100 000) morts s'il le faut » a dit calmement un militaire de la Junte. C'est énorme en soit et ça l'est encore plus dans ce pays de 4 260 000 habitants qui a déjà vu tomber 32 000 d'entre eux dans le massacre de 1932\* !

De fait, la Junte joint l'acte à la parole, puisque depuis l'assassinat de Monseigneur Romero, en mars dernier, on ne compte plus les massacres comme celui des 300 paysans dans la ville de Jicaro en mai ou celui de 208 civils dénoncé par le nouvel archevêque Mrg Riviera y Damas dans son sermon du 15 juin. Toutes les couches de la population sont touchées mais les plus systématiquement visés sont les ouvriers organisés et les paysans qui fuient la réformation agraire qui leur est imposée. De nombreux prêtres et universitaires sont aussi assassinés et tout dernièrement, en juillet, deux journalistes connus de « La Cronica ». Enfin, on signale l'attaque subie par le Secours juridique de l'archevêché

\* Voir CQC Information, janvier 1980.

qui était un point de ralliement et de soutien pour beaucoup de réfugiés de la campagne et un centre d'information vers l'extérieur.

### ***Le FDR : une union large de toutes les forces démocratiques***

Devant cette violence quotidienne et presque désespérée des militaires et des groupes armés d'extrême-droite, le mouvement populaire a su trouver des formes de réponses. On se rappelle qu'au début avril, les 4 organisations révolutionnaires déjà regroupées dans la **Coordination révolutionnaire des masses (CRM)** avaient rencontré les partis social chrétien et social démocrate, les universitaires des deux grandes universités, les quatre grandes fédérations syndicales du pays (FENASTRAS, FSR, FETIAUCES, FUSS), le mouvement étudiant, la Fédération nationale des petits entrepreneurs et d'autres groupes professionnels et politiques pour former le **Front démocratique révolutionnaire (FDR)**.

Le président du FDR, le Dr Enrique Alvarez, est un ex-ministre de la Junte qui a démissionné en novembre 1979 pour protester contre les massacres et assassinats perpétrés dans les campagnes. Des 6 autres membres du comité exécutif du FDR, 4 représentent les 4

organisations du CRM, un est l'ancien président de la Banque centrale et le dernier est un ancien fonctionnaire de la Banque interaméricaine de développement.

Le FDR présente comme alternative à la Junte actuelle un gouvernement démocratique et populaire dont le programme déjà diffusé prône un gouvernement anti-oligarchique, anti-impérialiste et non-aligné, avec une économie mixte et une véritable réforme agraire.

Enfin, comme le disait Enrique Alvarez dans une entrevue à une revue panaméenne « le Front reconnaît comme avant-garde de la révolution salvadorienne les organisations politico-militaires et nous entendons partager avec les forces politiques qui forment le FDR la conduite du processus politique vers la prise du pouvoir ».

C'est avec ce programme que le FDR a fait de nombreuses tournées d'information en Europe, en Amérique latine et au Canada. Le but principal de ces tournées consistait à démasquer le vrai visage de la Junte actuelle qui, par les bons soins des États-Unis et des agences de presse internationales jouissait encore d'une image « progressiste. » Il s'agissait aussi de faire condamner la Junte militaire et l'intervention des USA par le plus d'États possibles et présenter le FDR comme l'alternative démocratique. Ces tournées ont déjà réussi à briser la non-information orchestrée sur le Salvador, ce qui est déjà un grand pas.



**L'avance incontestable du mouvement populaire et les progrès dans l'unité de la gauche révolutionnaire.**

Au moment où le FDR commençait à voir les résultats de son offensive diplomatique, à l'intérieur du pays le mouvement populaire faisait des progrès considérables dans le sens de l'unification des organisations et de la concertation dans les actions concrètes : la grève générale des 24 et 25 juin (la 4e grève générale depuis mars) en est un remarquable exemple. Cette grève a paralysé 80 à 90 % de l'activité économique commerciale et de l'administration publique du pays. Elle a été suivie par 100 000 ouvriers de l'industrie, 25 000 employés publics, 30 000 professeurs et plus de 100 000 travailleurs agricoles. C'est en fait une démonstration du large appui populaire au mouvement révolutionnaire. La « Coordinadora nacional sindical » qui représente la CRM au

niveau syndical avait d'ailleurs pris toutes les précautions pour que cette grève garde un caractère politique en évitant les grands rassemblements et les affrontements pour « démentir les déclarations officielles qui disent que la gauche se maintient seulement par des actions violentes ».

Mais plus qu'une démonstration de force cette grève est aussi une étape dans la préparation politique et organisationnelle des masses pour l'insurrection finale. Elle fait partie d'une stratégie globale de prise de pouvoir qui même si elle ne paraît pas encore tout à fait établie n'en est pas moins sur le point de l'être.

On en a pour preuve les récentes unifications des groupes révolutionnaires au niveau politique et au niveau militaire dans les mois de mai et juin. Dans leur déclaration conjointe, les 5 organisations révolutionnaires (FAPU, BPR, LP28, UDN et MLP) annoncent qu'« il y aura dorénavant une seule direction, un seul plan militaire et un seul commandement, une seule ligne

	Organisations Politico-militaires	Organisations de masse
	FPL Fuerzas Populares de Liberación "Farabundo Martí". surgió en 1970.	BPR Bloque Popular Revolucionario. surgió en 1975.
	ERP Ejército Revolucionario del Pueblo. surgió en 1971.	LP-28 Ligas Populares 28 de Febrero. surgió en 1977.
	FARN Fuerzas Armadas de la Resistencia Nacional. surgió en 1975.	FAPU Frente de Acción Popular Unificada. surgió en 1974.
	PRTC Partido Revolucionario de los Trabajadores Salvadoreños. surgió en 1979	MLP Movimiento de Liberación Popular. surgió en 1979.
	PCS Partido Comunista Salvadoreño. surgió en 1930.	UDN Unión Democrática Nacionalista. surgió en 1970.

Les différentes organisations populaires qui ont été mises sur pied depuis '70.

politique nationale et internationale ».

Se référant à cette unification et à la montée du mouvement de grève, un membre du FDR et dirigeant du Bloc populaire révolutionnaire, Juan Chacon déclarait récemment (*Dialogo social*, juillet 1980) : « Nous sommes à la veille des batailles décisives pour la prise du pouvoir. Parallèlement à l'avancée sur le plan militaire, le peuple est aussi en train de se préparer pour livrer des batailles sur tous les plans et pour s'incorporer dans les batailles finales qui vont avoir lieu dans les prochains mois pour la prise du pouvoir politique. »

### *Vers l'offensive finale*

Ces batailles finales qui sont annoncées, l'autre camp les prépare aussi et depuis longtemps. Et l'autre camp, ce sont les États-Unis avec l'aide de leurs alliés en Amérique centrale, le Guatemala et le Honduras.

Après les affronts subis en Afghanistan et plus proche d'eux au Nicaragua, en considérant l'impossibilité de permettre un autre Nicaragua justement dans cette région stratégique\*, en étant quasiment assurés que l'URSS ne se risquera pas à intervenir dans cette partie du monde, il est clair que les États-Unis sont prêts à une intervention directe au Salvador. Un journal rappelait récemment une déclaration du département de la Défense comme quoi les États-Unis seraient disposés à intervenir à trois endroits si c'est nécessaire : la frontière mexicaine, le canal de Panama et les Caraïbes ou l'Amérique centrale s'il y a présence de troupes russes ou cubaines. Sur le plan logistique tout est prêt pour une intervention : à l'installation des forces mobiles d'intervention en Floride prêtes à toute éventualité dans la région, on doit ajouter les bases utilisées au Guatemala et au Honduras tout comme le « Cordon sanitaire » que font les armées de ces deux pays pour empêcher tout repli des forces de guérilla et par la même occasion toute aide éventuelle des peuples de ces pays. L'aide américaine au niveau militaire ne peut plus maintenant être cachée. En plus de 5,7 millions destinés à l'achat d'équipement militaire du Salvador, 3,5 millions sont destinés à l'armée hondurienne pour renforcer la frontière.

Quant au Canada, sa position est comme toujours le calque du grand frère américain. Les récentes

déclarations que l'ambassadeur canadien pour l'Amérique centrale posté au Costa Rica a faites à un journal anglophone de ce pays (*San Jose News*, 23 mai 1980) viennent confirmer les déclarations de McGuigan qui visent à appuyer le régime salvadorien actuel et donc comme toujours à s'aligner sur la position des États-Unis.

### *La nécessaire solidarité*

Devant l'imminence d'une intervention américaine, le mouvement de solidarité internationale doit se faire plus pressant et décisif. La récente tournée du FDR au Canada a été l'occasion d'une relance du mouvement de solidarité avec le Salvador. Comme l'indiquait à Montréal, un membre du Front, la solidarité doit être à la fois morale, politique et matérielle. Nos tâches principales sont de dénoncer la possible intervention américaine, de faire des pressions pour que les gouvernements provinciaux et fédéral dénoncent la Junte militaire actuelle et reconnaissent le FDR et enfin de faire partager le plus largement possible l'information sur la lutte du peuple salvadorien, de ses organisations de masses et son avant-garde politique et militaire.

Au niveau politique faire partager cette information c'est travailler à dénoncer l'impérialisme américain mais aussi travailler à proposer une alternative de changement socialiste dans notre propre société. La solidarité doit donc s'inscrire dans les luttes qui se livrent ici au Québec et non pas être un à côté décroché de notre réalité.

Enfin, il est clair pour nous qu'une solidarité effective doit tenir compte des demandes du Salvador et sur le plan politique cela implique que, tout comme la gauche salvadorienne a choisi de faire l'unité pour faire avancer sa lutte, nous devons ici faire l'unité pour appuyer cette lutte. Tout comme dans le cas du Nicaragua, c'est un front large des organisations de masses et des groupes populaires qui doivent accorder leur soutien au FDR et à son avant-garde reconnue, la Coordinadora Revolucionaria de Masas.

\* Cf. CQC Information, mai 1979, Spécial Amérique centrale.

## **LE MODÈLE NICARAGUAYEN... ET QUELQUES DIFFÉRENCES ESSENTIELLES**

Dans le processus d'unification des forces révolutionnaires, dans la formation d'un front démocratique incluant de larges secteurs de la société, dans le programme même du gouvernement démocratique, l'exemple du Nicaragua semble être suivi à la lettre au Salvador. Cela n'est pas un hasard ou même inattendu. On a déjà montré dans ces colonnes comment les luttes de tous les peuples d'Amérique centrale sont historiquement liées. Sans s'étendre ici outre mesure on notera quand même en passant **quelques différences essentielles.**

Le Salvador a une classe ouvrière plus nombreuse que le Nicaragua et cette classe ouvrière tout comme une large couche des paysans est organisée dans des syndicats qui ont une longue tradition de lutte depuis le début du siècle. De plus ces syndicats sont dans leur grande majorité sous l'influence

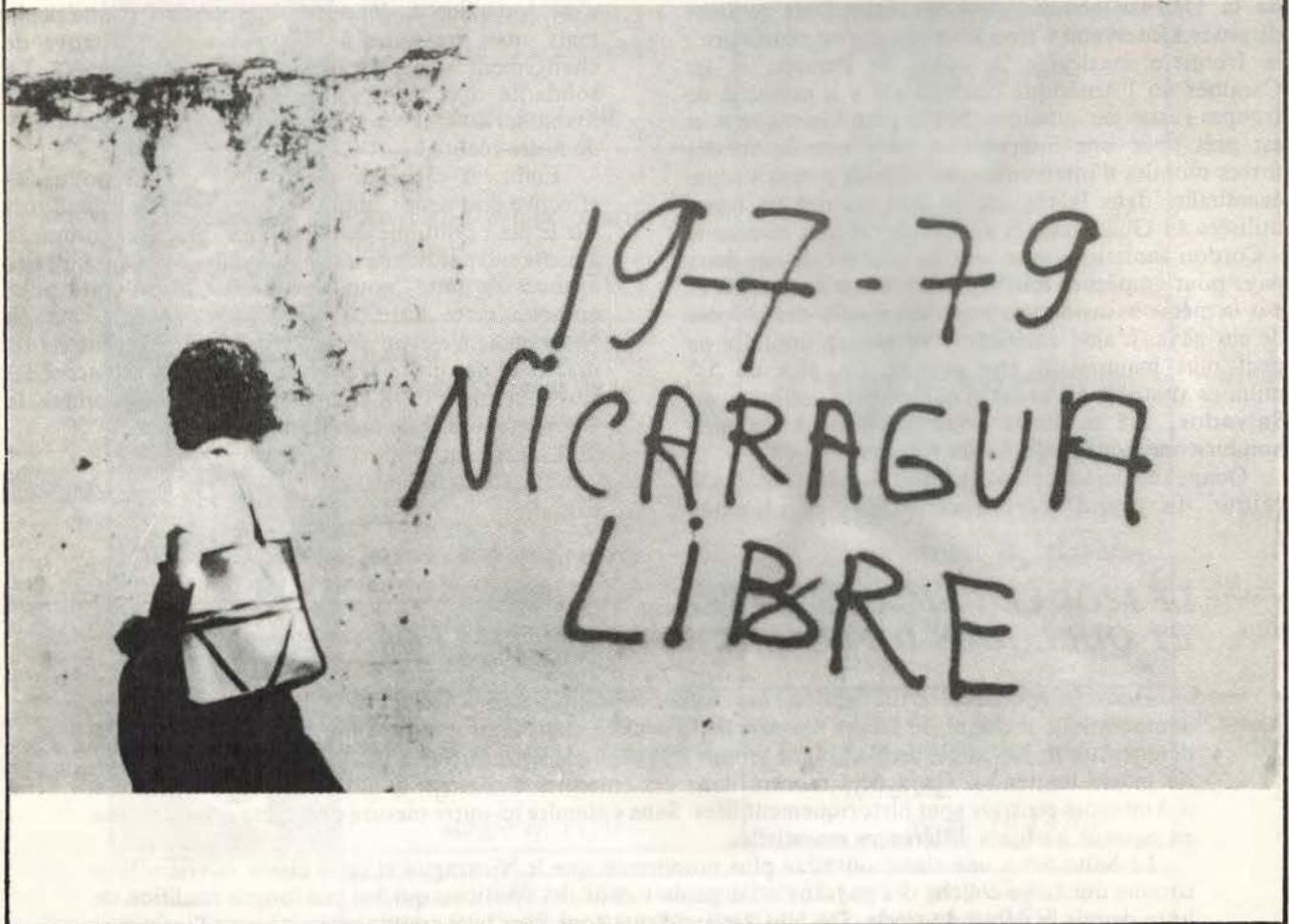
directe des organisations de la gauche révolutionnaire dont surtout le FAPU, le BPR et l'UDN. Cela a des effets directs à des niveaux d'ailleurs contradictoires.

D'une part, cela facilite un appui politique décisif au moment de l'insurrection finale et une base solide pour la tendance progressiste et révolutionnaire dans le futur gouvernement. D'autre part, on peut craindre que les historiques divisions, tant idéologiques que politiques entre les différentes fédérations syndicales renaissent après la victoire et contribuent à menacer l'unité récente des forces révolutionnaires.

Au Nicaragua, aucune des trois tendances du FSLN n'avait pu avoir un contrôle important sur une quelconque des organisations de masses d'ailleurs seulement en germe dans le pays au moment de la victoire. Au Salvador, le pouvoir économique n'est pas aussi concentré qu'au Nicaragua où la seule famille Somoza contrôlait presque toute l'économie du pays. Au Salvador, le clan des 14 familles de la bourgeoisie oligarchique se partage l'économie et surtout l'agriculture. Cependant, avec une industrialisation plus avancée (même s'il s'agit surtout d'industries d'« embouteillage » avec capitaux étrangers) une couche de la bourgeoisie plus modernisante, déjà constituée, voudra défendre ses intérêts.

Il est clair que la convergence actuelle d'intérêts pour abattre la dictature et l'oligarchie sera remise en question bien vite après la victoire de la même façon que l'ingénieur Robelo a marqué son désaccord avec le gouvernement du Nicaragua.

L'espoir qui reste est l'unité des forces révolutionnaires qui semble là encore plus difficile qu'au Nicaragua comme on l'a indiqué. L'avantage certain est l'hégémonie de la CRM au niveau politique au sein du FDR, leur contrôle des organisations de masse et surtout le fait que la prise définitive du pouvoir dépend de leurs groupes armés.



# QUAND ON CESSE DE REVER EN LISANT LE JOURNAL



Dans l'avant-dernier numéro de **Chili-Québec**, nous avons commencé à explorer la question : comment profiter utilement de « l'information internationale » dans les médias bourgeois. Un premier exercice, sur un article du **Devoir**, nous avait donné l'occasion de constater que l'information, l'article, est elle-même un fait, et même le seul fait auquel nous ayons un accès direct en lisant le journal. Ce que le journal nous apprend, c'est le journal. Ce n'est que par l'analyse, patiente et orientée, de ce premier fait que nous pouvons avoir accès à ce qui se passe ailleurs. (Sur la question de l'orientation, voir le numéro 40.)

Un deuxième exercice, sur l'affaire de l'Afghanistan, avait révélé une véritable opposition entre l'impression passive à laquelle nous invite une « information » et l'utilité pratique que nous pouvons en tirer. Les « nouvelles » sont d'autant plus impressionnantes

qu'elles répètent, dans un espèce de Disneyland indifférent, les mêmes drames et les mêmes chocs, aptes à nous fasciner. Inversement, nous pouvons nous libérer de cette fascination en nous posant la question : « Si ça avait lieu chez nous, là où nous travaillons, est-ce que ce serait possible, et comment ? »

On comprend pourquoi, pour la grande majorité des gens, les affaires internationales sont tellement « plates ». S'y intéresser pour de bon, au-delà des impressions, c'est se sortir du Disneyland et de ses séductions. C'est abandonner l'évasion, pour se remettre le nez dans le monde de nos luttes quotidiennes et de nos contradictions. C'est cesser de rêver. Si le dernier « contre-information » parlait « de l'interprétation des rêves », il est temps maintenant de voir ce qu'on va chercher dans les médias bourgeois quand on cesse de les laisser nous faire rêver.

## Contre-information

### Le Rêve, c'est l'oubli.

La caractéristique la plus frappante du rêve, pour nous, c'est que nous n'y agissons pas vraiment ; dans le rêve, nous ne transformons jamais matériellement notre réalité. C'est pourquoi les rêves montés par les médias (divertissement, publicité, information) sont si utiles aux pouvoirs établis : ce sont à la fois des leçons et des exercices d'impuissance. Mais une seconde caractéristique du rêve est aussi importante, même si elle est moins frappante : on ne se souvient presque jamais d'un rêve longtemps et clairement. La vraie mémoire, c'est celle avec laquelle on agit. Pour le reste, pour le Disneyland des impressions passives, pour l'inertie des petites séductions quotidiennes, il n'y a pas de vraie mémoire, parce qu'il n'y a, au fond, que de la répétition. Le rêve est hors de la mémoire parce qu'il est hors du temps.

Nous savons donc que le premier travail à faire pour déjouer les rêves, le travail le plus essentiel, c'est de **faire fonctionner notre mémoire**. Mais, est-ce qu'on ne se souvient pas mieux des événements qui nous impressionnent ? Pas de ceux qui nous impressionnent passivement : l'événement nous est alors indifférent, c'est l'impression (éternellement répétée) qui nous accroche. Il s'agit de passer du monde de l'impuissance

à celui de l'action. Les impressions qui marquent les choses dont nous nous souvenons, ce ne sont pas les impressions qui nous ont été **données** mais celles qui résultent de notre propre implication. Il faut avoir vécu une chose pour s'en souvenir ; ensuite, on s'en souvient mieux si on l'a vécue d'une façon forte. Ça n'a rien à voir avec le spectacle impressionnant mais passif des rêves.

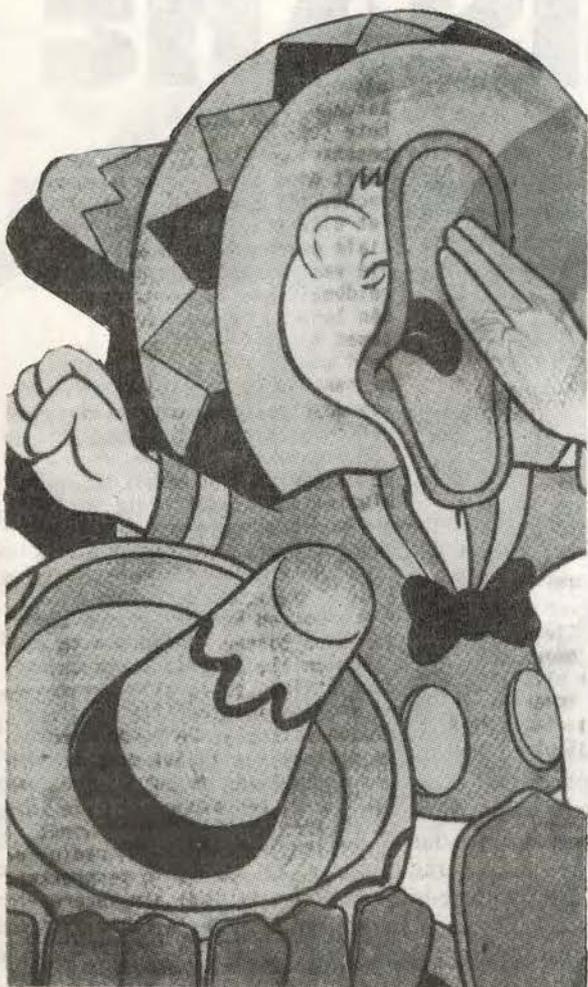
### Adieu petit écran

Admettons tout de suite que personne n'est parfaitement passif devant « l'information », et qu'en retour personne n'arrive à ne jamais la laisser le faire rêver. Mais ce que nous venons de voir nous indique déjà une façon d'avoir moins de rêves et plus de mémoire : vendre sont téléviseur et s'abonner à un journal. Les prétendus avantages de la télévisions sont réels : ils sont tous en faveur de l'impression passive. L'émotion de la présence (visuelle, pas pratique), le ralliement des masses autour d'un seul fait bien frappant, le mélodrame de l'information « en direct », etc.

Par contre, tous les désavantages de la télévision vont contre le travail actif et la mémoire. Le coût de la transmission télévisée est tel que l'information doit y être brève, retravaillée, digérée, sans contradictions majeures, et assez impressionnante pour attirer un nombre respectable d'auditeurs. Ce coût est d'ailleurs défrayé par des annonceurs (ou les gouvernements que nous savons) qui doivent bien, pour rester en affaires, savoir ce qu'ils font. De plus, le spectateur de l'information télévisée ne peut aucunement agir sur elle : ni la sélectionner, ni l'accélérer, ni la ralentir, ni revenir en arrière ou « aller voir à la fin ». Le travail de sa mémoire ne lui sert à rien.

En somme, la télévision a si bien réussi parce qu'elle est, à venir jusqu'ici, l'instrument matériel le mieux adapté à la fonction politique principale des médias bourgeois, le rêve et l'impuissance. Le format adopté par l'information télévisée n'est qu'une conséquence de cela. C'est un format où l'on fait tout pour rendre l'événement **personnalisé, simple et cohérent**. Toujours au moyen du « reporter » et de ses petites explications, et le plus souvent au moyen aussi des faits qu'on choisit de nous présenter. C'est-à-dire que tout est fait pour enlever l'événement à la réalité **sociale et contradictoire** dans laquelle nous luttons, et pour le ramener au monde des impressions, du mélodrame et du conte. C'est-à-dire au monde qu'on nous présente **ouvertement** durant toutes les heures d'émission qui ne sont pas consacrées à « l'information ».

Pourquoi analyser si longuement le caractère de l'information télévisée ? Parce que c'est le média **dominant** dans notre société. Les autres médias bourgeois auront donc tendance à exister par rapport à elle, et donc à en partager les caractéristiques. C'est bien évident quand on regarde les journaux de fin de semaine (plus lus au Québec que les quotidiens). Ou **Sélection du Reader's Digest**. Mais c'est aussi vrai pour les grands hebdomadaires d'information : **Time, Newsweek, Point,**



L'Express, etc. L'information y est digérée tout autant, et presque de la même façon, qu'à la télévision. Reprenez le dernier paragraphe, et vous verrez qu'il ne s'applique pas **complètement** ni au **Nouvel Observateur** ni à Radio-Canada, mais qu'il s'applique à peu près également dans les deux cas. Voulez-vous un défi? Souvenez-vous mieux d'un article de Newsweek que d'une nouvelle d'une minute à la tv?

### Ce que comprendre veut dire

Voilà une bien importante application pratique de notre petite thèse sur la mémoire. En somme, une « information » qui nous apprend des choses que nous comprenons déjà ne nous apprend rien. Elle ne fait pas appel à notre mémoire ou, ce qui est la même chose, elle ne nous permet pas de transformer notre action. En fait, si l'information que nous comprenons déjà nous semble plus facile, ce n'est pas parce que nous craignons d'apprendre, mais parce que nous craignons la lutte pour transformer notre action. (On comprend que les journaux de gauche risquent toute le temps de se mettre à raconter des contes comme dans les journaux de la bourgeoisie.)



Bon, alors, qu'est-ce qu'il y a à apprendre, c'est-à-dire vraiment à comprendre (pas compris d'avance) dans les journaux bourgeois? Qu'est-ce qui peut servir à transformer notre action? Ce qui répond au contexte réel de notre action, bien sûr, c'est-à-dire le travail et la lutte. Il s'agit donc, pour comprendre l'information, de dépasser, de délaissier les événements, quelle que soit leur présentation. Parce que, dans la vie, nous ne rencontrons pas des événements, nous travaillons et nous luttons. L'événement, c'est une petite histoire toute cuite qui n'existe que dans le reportage.

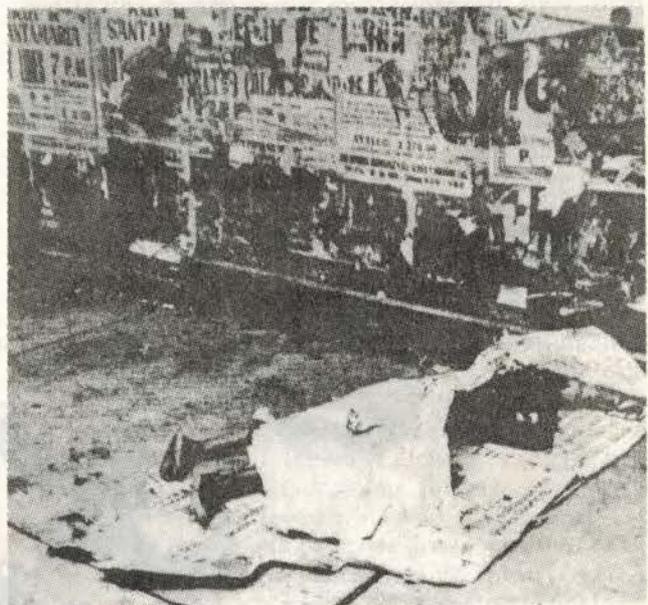
Quand nous travaillons dans la vie réelle, au contraire, les choses se font progressivement, et chaque étape détermine l'évolution qui va suivre. La fin n'est jamais inscrite dès le début. En fait, il n'y a pas de fin, il y a toujours des suites. Donc, comprendre utilement l'information bourgeoise, c'est découvrir les processus réels qu'elle traduit. C'est lui faire dire la suite des choses et les actions qui forment cette suite.

De même, dans nos propres luttes, ce ne sont pas les événements eux-mêmes qu'il s'agit de comprendre, ce sont les enjeux qui sont affectés par chaque « événement » et les forces qui travaillent sur ces enjeux.

Comprendre l'information d'un point de vue de lutte, donc, c'est la comprendre en termes de **questions** (enjeux : agriculture, syndicalisme, éducation, phalocratie, etc.) et de **tendances** (forces en présence). En résumé, chercher les processus, les questions et les tendances, c'est faire travailler notre mémoire sur l'information comme sur notre vie réelle.

Une petite illustration rapide : la couverture du coup d'État du 17 juillet en Bolivie, dans *Le Devoir* du 18 et 19. L'événement a été jugé suffisamment important pour faire la première page. Il y a des dizaines de noms de **personnes** et de villes. Mais on ne remonte dans le temps à aucun point précis moins récent que l'élection du 29 juin (trois semaines). Voilà pour le processus. Aucune force active n'est identifiée sauf l'armée, comme si le peuple bolivien était une masse passive entre ses mains. Aucune question, aucun enjeu n'est cité que le contrôle de l'État (dont la signification reste inconnue) et la disparition d'un certain nombre de personnes. Combien de temps le lecteur se souviendra-t-il de détails aussi séparés de toute vie politique connue? (Soyons justes : plusieurs articles depuis environ cinq semaines ont suivi les événements ; mais ils n'éclairaient guère plus les processus, les enjeux ou les forces.)

Le lecteur de **Chili-Québec** se souvient peut-être par contre d'une chose (cf. n° 40) que *Le Devoir* n'a jamais racontée clairement : que c'est la Centrale ouvrière bolivienne (COB) qui a fait échouer le dernier coup d'État, en novembre 1979. Voilà une force en jeu. Or, s'il lit dans *Le Devoir* que les militaires ont saisi et mis à sac les bureaux de la COB avant de s'occuper du siège du gouvernement, il pourra **comprendre** pratiquement le sens de cet « événement ». Sa mémoire pourra l'aider de la même façon à comprendre ce que signifie le fait que la révolte de l'armée à débuté à Santa Cruz (région proche du Brésil), ou que les mineurs d'étain se sont mis en grève.



## Contre-information

Et ainsi de suite. Deux petits conseils pratiques : servez-vous de votre collection de **Chili-Québec** et, quant à lire **Le Devoir**, conservez pour référence les dépêches (rares) de Xavier Uscategui ; servez-vous aussi d'un almanach politique comme en publient à chaque année le **Nouvel Observateur (Atlaseco)** ou, en anglais à bon marché, des firmes comme CBS ou Hammond.

### *Le Joint de la mémoire et de la pratique : l'histoire*

Vous y trouverez pourtant la même sorte de renseignements que dans **Le Devoir** ; mais c'est mieux organisé, et « conservé d'avance ». Par définition, le travail de gauche doit aller à contre-courant des sources dominantes d'information. Il n'y a pas de source « clef », il y a une façon différente de travailler avec les sources (mais, cf. « comment faire... », n° 40). S'il faut préférer le journal à la télévision, c'est parce que matériellement il se travaille mieux et que, parce que c'est un média à bas prix, il contient plus de contradictions intérieures non-digérées (comme Uscategui).

Quand on se sert des sources du point de vue de la pratique, quand on cesse de rêver en lisant le journal, on commence à comprendre l'**histoire**. L'histoire, c'est le contraire du rêve ; c'est la série de processus dans lesquels les forces réelles transforment les enjeux économiques, politiques, idéologiques. Qu'il s'agisse de la société où nous travaillons ou de celles des autres.

Ceci nous enseigne trois pratiques utiles à exercer sur l'information bourgeoise au sujet des affaires internationales, c'est-à-dire, les affaires des autres sociétés. Trois pratiques de mémoire appliquée, pour commencer à comprendre l'histoire. La plus élémentaire, c'est le « clipping » : découper au jour le jour les articles qui nous semblent éclairants. Il ne s'agit pas ensuite de les classer, mais simplement de les revoir après un an, pour les re-sélectionner et pour rafraîchir le souvenir qu'on en a. (Et encore après, disons, cinq ans.) Nous vous garantissons au moins une chose : ce sera très informateur sur la nature et l'usage de l'information bourgeoise. Et aussi sur les jeux de votre mémoire.

Deuxième pratique, plus politique : expliquer et discuter avec les autres ce qu'on pense comprendre des affaires internationales. Ici, ce n'est pas la quantité des discussions qui importe, mais leur sérieux, leur qualité en tant que **travail**. Car il s'agit bien de travailler avec nos lectures ; ce travail, c'est la seule façon de comprendre les choses en tant qu'**histoire**, de les comprendre en tant que conjoints aux travaux et aux luttes qui font notre propre vie. C'est aussi la seule façon

de les comprendre tout court. La mémoire humaine n'est pas faite pour conserver des renseignements dont on ne se sert pas, ni le raisonnement pour pousser des analyses qui n'entreront pas dans une discussion. Quand on explique et qu'on discute ce qu'on comprend depuis un certain temps, on arrive à se payer la récompense d'énoncer des prédictions. Mais la vraie récompense de cette « pratique de mémoire appliquée » est constante : c'est de voir combien la mémoire elle-même est éclairante.

### *Comprendre l'histoire c'est politique ; en rester inconscient, aussi.*

La majeure partie du travail de **Chili-Québec** consiste à apporter sur des questions actuelles l'éclairage d'une mémoire développée, celle des militants latino-américains ou la nôtre. Ceci nous amène à notre troisième pratique, la plus approfondie : échanger (en termes de processus, de questions et de tendances) les choses qu'on sait du Québec et celles qu'on sait d'ailleurs, pour mieux les travailler toutes les deux. Réunir l'histoire dans notre compréhension comme elle est réunie dans les faits.

Ce travail est une nécessité politique pour les forces populaires en lutte contre la domination idéologique de la bourgeoisie. C'est pourquoi la théorie de notre travail politique, le marxisme, doit être constamment travaillé selon les leçons de l'histoire qu'il sert en même temps à comprendre.

C'est aussi pourquoi, en retour, les concepts de lutte de classes, de contradiction interne, de solidarité prolétarienne restent pratiquement tabous dans les médias bourgeois. C'est au fond le même tabou qui s'exerce sur les luttes populaires et ouvrières, sur le travail à la base au Québec même. Si les médias travaillent à nous séduire vers l'évasion des petits rêves, ils **doivent** tout autant nous montrer que chercher à **comprendre** « l'actualité », c'est plate. Ils y parviennent en évitant bien de nous donner aucun instrument pour faire travailler notre mémoire, pour faire le joint entre « l'actualité » et la vie où nous travaillons et luttons.

Le travail de la gauche en contre-information existe depuis plus longtemps que les médias bourgeois eux-mêmes. Ce travail a contribué et continue de contribuer aux luttes de notre histoire. La contre-information ne remplace pas les médias pour **donner** des moyens au peuple. Ce ne sont pas les idées qui font l'histoire. Mais la contre-information stimule, diffuse et développe les moyens que le peuple trouve continuellement pour comprendre son histoire et donc la transformer, partout dans le monde.



# Les élections... et après.

## Les résultats

Le 18 mai dernier des élections générales ont eu lieu au Pérou, à peine deux ans après les élections pour l'Assemblée constituante en 1978. La distribution des votes entre les différents partis ou fronts électoraux, à deux ans d'intervalle, a substantiellement changé.

Tableau : % des votes dans les élections

	1978	1980**
APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine)	35 %	26 %
PPC (Parti populaire chrétien)	24 %	59 %
AP (Action populaire)	*	12 %
		82 %
FUI (Front d'unité de la gauche)	12 %	3 %
FOCEP (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire)	12 %	1 %
PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs)	*	29 %
UNIR (Unité nationale de la gauche révolutionnaire)	*	3 %
UDP (Unité démocratique populaire)	5 %	17 %
		6 %
		3 %

\* n'ont pas participé

\*\* résultats estimés

Ce qui frappe en premier lieu à la lecture de ce tableau c'est la baisse du vote de gauche et la hausse de celui de la droite. Il n'y a pourtant pas grand chose dans le contexte socio-économique global au Pérou qui expliquerait ce virage : depuis deux ans, il est vrai, la crise économique s'accroît, le taux de chômage augmente (il est actuellement aux alentours de 45 % de la population économiquement active), ainsi que la maladie et la malnutrition dans les secteurs populaires. Bien qu'on n'ait pas assisté à des mobilisations massives de l'envergure de la grève générale du 19 juillet 1977, il continue à y avoir une forte mobilisation et combativité

parmi les secteurs populaires (grèves des professeurs, des travailleurs des mines, téléphones, hôpitaux, typographes ; invasions de terres par les paysans et « pobladores » urbains, etc.). Certains observateurs insistent sur la dureté même de la crise économique qui oblige des gens à chercher des issues individuelles plutôt qu'organisationnelles, mais cet argument en soi n'explique pas pourquoi un programme électoral de gauche n'apparaîtrait pas à la population comme une alternative viable. Les causes se situent plutôt au niveau politique en ce cas : dans le ballet de manoeuvres entre les différentes forces politiques avant les élections, ainsi que dans les erreurs des organisations de gauche tout au long de la campagne.

## La campagne électorale

Après 10 ans de dictature militaire « modérée » il est devenu clair aux Forces armées qu'elles n'étaient plus en mesure de gouverner : elles n'avaient plus la confiance d'aucun secteur social et la grève générale de juillet 1977 l'avait bien montré. Elles ont donc entrepris de remettre le gouvernement aux mains des civils, mais ceci tout en se donnant des balises pour assurer le maintien du **modèle d'État**, avec l'alliance de classes qui le sous-tend, que la dictature a si péniblement élaboré depuis 1968. C'est un État au-dessus des querelles politiques traditionnelles, qui joue un rôle actif de régulation et d'arbitrage dans la vie économique et sociale du pays, favorisant ainsi l'essor d'un capitalisme industriel et dépendant, garanti par une paix sociale imposée et maintenue par en haut. Voilà la fameuse « démocratie restreinte » si à la mode dans maints autres pays latino-américains (Colombie, Équateur, Bolivie, Brésil, Mexique, République dominicaine, Venezuela, Costa Rica, etc.). C'est ainsi que la junte ne s'est pas gênée pour transférer son appui de l'APRA au parti Action populaire de Belaunde en pleine campagne électorale, puisqu'il lui était devenu évident que l'APRA avait trop de divisions internes pour qu'il puisse gouverner de façon efficace.

Les trois principaux partis de droite, (APRA, PPC, AP) ont adopté des approches très différentes. L'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine),



anti-impérialiste à ses origines dans les années 30, est devenue au fil des années un mouvement populiste de droite, pro-capitaliste, à certains égards néo-fasciste. Elle a reçu un appui significatif de la social-démocratie européenne (ouest-allemande particulièrement) et latino-américaine. Elle est allée carrément à la pêche du vote des classes populaires, en s'auto-proclamant « la gauche démocratique » et en lançant un programme de gouvernement populaire en quatre points (emploi, logement, santé, démocratie). L'APRA est enracinée dans des zones populaires partout au pays depuis des dizaines d'années — ce qui s'est avéré pour elle plutôt un désavantage : les gens connaissent maintenant trop bien les pratiques opportunistes des dirigeants « apristes ». Ceci, ajouté aux attaques terroristes par des bandes de jeunes « apristes » armés (« los bufalos ») entraînent l'expression d'un vote anti-APRA des secteurs populaires.

Le PPC (**Parti populaire chrétien**), d'extrême-droite, représente la bourgeoisie traditionnelle péruvienne et a présenté un programme de retour à l'économie du laisser-faire. Ses tentatives de pénétrer les secteurs populaires ont été des échecs cuisants.

L'**Action populaire**, qui a gagné les élections à la grande surprise de tout le monde, n'avait pas de programme. Il s'est contenté de quelques promesses électorales (« un million d'emplois » par exemple), de centrer la campagne sur la personne de son candidat présidentiel Belaunde (intégrité, expérience, etc.), et de tenter de polariser la campagne contre l'APRA (« un vote pour Belaunde est un vote qui compte »).

De son côté, la gauche est finalement allée aux élections divisée en 5 fronts principaux. Suite aux élections de 1978, les organisations de gauche annonçaient qu'elles travailleraient à la création d'un seul front. Les organisations de masse en créaient la

base par leurs actions unitaires concrètes, et exigeaient la même chose des directions politiques. C'est ainsi qu'en janvier-février 1980 on crée l'ARI (Alliance révolutionnaire de gauche — le mot « ari » en Quechua signifie également « oui »), regroupant trois fronts : le PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs — trotskiste), l'UDP (Unité démocratique populaire — gauche « nationale ») et l'UNIR (Unité nationale de gauche révolutionnaire — marxiste-léniniste). Les débats de cette fragile alliance se déroulent surtout autour des questions de partage de l'éventuel gâteau électoral et on n'arrive pas à avancer un programme commun. À peine quelques heures avant la clôture des inscriptions des alliances électorales, l'ARI éclate. La décision est prise à huis clos par une poignée de dirigeants des trois fronts. La déception populaire est massive, atteignant la colère dans certains secteurs.

Le résultat à court terme est une baisse phénoménale du vote en faveur de la gauche : beaucoup de gens des classes populaires, devant l'absence d'une alternative de gauche unifiée et la menace d'une victoire de l'APRA, ont voté pour l'Action populaire. Mais l'expérience est prête à un bilan plus approfondi.

### *Bilan et perspectives*

Les organisations de gauche impliquées dans l'échec de l'ARI n'ont pas encore été capables de l'assumer de façon autocritique : chacune cherche à justifier son rôle et à jeter le blâme sur les autres. Cependant, dans les organisations de masse le questionnement est profond, bien que peu explicité au niveau du discours. Il y a une nette tendance au repli de ces organisations sur elles-mêmes, là où leurs membres sont sûrs que ce sont eux qui prennent les décisions. Une amorce de questionnement, donc, de la structure hiérarchique (voir anti-démocratique) des partis de gauche, de leur style de direction, de la composition sociale des noyaux dirigeants.

Pour la grande majorité des partis de gauche, les élections de 1978 ont été leur première expérience électorale. Ils ont décidé d'y participer sur la base de l'argument qu'il fallait utiliser cette tribune pour conscientiser les masses. Mais ils ont souvent mal évalué leurs énergies, et le travail d'organisation à la base a été éclipsé — sinon carrément délaissé — en faveur des exigences de la campagne électorale. Et là, ils se sont fait prendre dans les pièges de la droite... Plusieurs partis font appel actuellement à une (re)construction d'une gauche unifiée, mais les luttes de tendances ne se sont pas (encore) amoindries au point où l'on ne peut, de façon réaliste, envisager cette possibilité.

Quant au nouveau gouvernement civil, qui sera officiellement instauré le 28 juillet, son avenir s'annonce, pour le moins, incertain. Face à la déclaration de l'APRA de se placer dans l'« opposition démocratique », l'Action populaire a réalisé une alliance avec le PPC — une base sociale, donc, qui

s'écroulera rapidement avec les premières décisions à prendre sur les prix des aliments, le budget de l'État, les conflits de travail, les impôts à l'exportation, les conditions faites aux investisseurs étrangers, la création de l'illusoire million d'emplois, etc., etc. La paix sociale dans le cadre d'une démocratie restreinte, tant souhaitée par les militaires paraît bien loin de se

concrétiser sous Belaunde. Il pourra repousser un peu son échéance en jouant les forces répressives contre le mouvement populaire et en comptant sur l'appui de l'APRA dans des moments de crise, mais le cul-de-sac se pointe déjà à l'horizon. Et la seule issue dans l'avenir prévisible semble être un autre coup d'État...



## N'OUBLIEZ PAS LE 20 SEPTEMBRE...

**A LIRE...  
A LIRE...**

La présente série de publications vise à fournir, sur la base d'une abondante documentation, une information sérieuse sur l'histoire et le développement de la Révolution cubaine.

Elle se propose également de soulever, à partir de l'expérience du peuple cubain, quelques questions plus générales sur les problèmes actuels des sociétés qui se réclament du socialisme.

1er cahier : Un peuple combatif... un pays dépendant  
La société cubaine jusqu'en 1953

2e cahier : La lutte victorieuse contre la dictature  
(1953-1959)

3e cahier : Cuba, si ! Yanquis, no !  
L'affrontement avec les Américains  
(1959-1961)

4e cahier : À la recherche d'une stratégie de  
développement économique (1961-1966)

5e cahier : L'idéalisme révolutionnaire à l'école de  
l'échec (1966-1970)

6e cahier : Pouvoir populaire ou pouvoir d'État  
(1970 et après...)

(# 1.00) ch.  
EN VENTE AU SQAL — (842-8459)

Vient de paraître

### Points de Repère NO 3

ÉDITORIAL. Victoire au Zimbabwe

#### LE CANADA DANS LA CHAÎNE

- Le Redéploiement du capital canadien
- Continentalisme ou nationalisme, le clivage dans la bourgeoisie canadienne
- La politique extérieure canadienne à l'heure de la Doctrine Carter
- La Commission Trilatérale : une ligne de conduite pour le capitalisme mondial ?

#### L'IMPÉRIALISME CANADIEN A L'OEUVRE

- Les nouvelles formes d'aide aux paysans pauvres : un Cheval de Troie
- L'économie canadienne et l'Afrique Australe
- Les travailleurs québécois contre Space Research
- La nouvelle stratégie impérialiste au Sahel
- Notes sur l'ACDI et l'aide canadienne
- Les compagnies canadiennes exploitent les travailleurs philippins.
- L'impérialisme canadien dans les Caraïbes

#### L'IMPÉRIALISME FACE AUX ANNÉES 80

- L'Amérique latine dans la nouvelle division internationale du travail
- La politique étrangère des États-Unis : vers le renouveau de l'interventionnisme
- Les trois coups de la Troisième Guerre mondiale

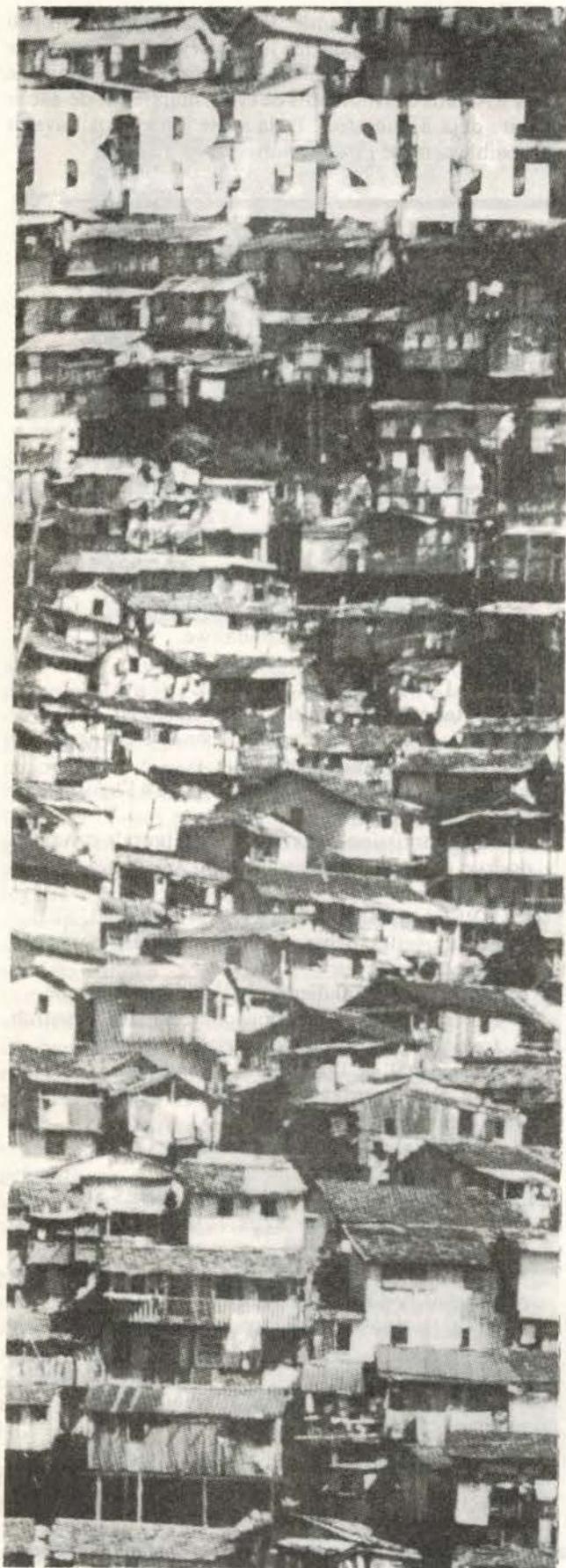
#### L'IMPÉRIALISME ET L'INTERNATIONALISME

- CIDAC : Déclaration sur la libération des peuples.
- CISO : Plate-forme

COURRIER

(# 2.00)





# Le nouveau syndicalisme brésilien.

« Peu de riches et beaucoup d'esclaves », telle est la définition du Brésil d'aujourd'hui que donnait l'ex-ministre des Finances du gouvernement de Figueiredo, le Dr Carlos Rischbieter. De cette définition, l'important est de garder en tête le dernier terme : « esclaves ». En effet, dans le Brésil d'aujourd'hui de 123 millions d'habitants, sauf pour une minorité, la qualité de citoyens à part entière n'existe pas, ce avec quoi Rischbieter est d'accord : « Tous, nous voulons transformer le Brésil en pays de citoyens. » Tous, non : l'indépendance, l'abolition de l'esclavage, la République ont été des supports sémantiques à une fraude de l'histoire et ont servi à maintenir intact la domination d'une élite habituée à décider sans le peuple. Quand elle s'est sentie menacée, comme en 1964, cette élite a instauré avec l'aide extérieure une dictature militaire féroce qui, encore aujourd'hui, se prolonge bien qu'« un peu moins présente », pour employer les mots du président-militaire Figueiredo.

Commencée l'année dernière, « l'ouverture démocratique » signifiera-t-elle seulement une recomposition politique de la structure de pouvoir oligarchique qui se maintient depuis l'Empire ? Ou bien arrivera-t-elle à transformer le pays en l'État démocratique moderne qu'imaginent certains secteurs de la bourgeoisie libérale pour le rendre conforme à son développement économique, bien qu'inégal, en comptant sur sa population — de loin le plus grand marché actuel et potentiel d'Amérique latine — et sur la variété sans limites de ses ressources naturelles ? Pour une grande partie de l'intelligentsia brésilienne, une réponse positive à cette question dépend de la participation populaire à cette ouverture politique.

## *Le nouveau prolétariat brésilien*

Mais le peuple d'aujourd'hui n'est plus les masses amorphes comme celles de l'époque classique des révolutions démocratiques du 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècle. Le peuple d'aujourd'hui, ce sont les travailleurs d'industrie et de la campagne regroupés en 4600 syndicats et 80 000 « communautés de base » créées par l'Église catholique

brésilienne. Privé de ses droits politiques depuis de nombreuses années par le régime militaire, le nouveau prolétariat brésilien qui apparaît au début des années 60 trouve dans ses organisations un moyen pour se regrouper et exprimer, même si c'est minime, ses nécessités de base et ses aspirations élémentaires.

Dans un pays sans démocratie et sans partis politiques représentatifs, le syndicat, malgré les limites qu'impose à son fonctionnement une dictature avisée — elle a tenté de le confiner au rôle d'intermédiaire d'assistance médicale et de bien-être social (prévision) —, n'est pas seulement un instrument pour négocier de meilleurs salaires, comme dans ces grands pays d'Occident, mais il est aussi le ferment d'une organisation politique de la classe ouvrière. Le travail de « conscientisation » de l'Église à travers les pastorales ouvrières et les communautés de base a permis aux travailleurs qui proviennent en grande majorité du nord-est, une des régions les plus arriérées du globe, de trouver leur place dans la société moderne. Ainsi ce n'est pas par hasard que la tentative de créer un parti des travailleurs — sans patrons — a surgi de la structure syndicale la plus avancée du Brésil, celle du **syndicat métallurgique de San Bernardo**, le cœur industriel du pays. Certes, ce sont à peine 10 % des travailleurs brésiliens qui sont organisés et l'appareil syndical est toujours contrôlé en grande partie par les « pelegos », c'est le nom commun donné aux bureaucrates syndicaux qui sont les instruments du régime. Mais le 90 % de non-organisé voit dans le 10 % son avant-garde. Profitant de l'espace offert par l'ouverture démocratique, provoquée par la crise économique et l'usure de la dictature, les travailleurs pour la première fois depuis de nombreuses années ont réalisé des grèves qui défient la loi fasciste et ils ont engagé une lutte pour renouveler les directions syndicales et élargir leur représentativité.

### *Une « ouverture démocratique »... pour qui ?*

Si pour la classe moyenne — elle aussi en minorité dans ce pays où les revenus sont extrêmement concentrés — l'ouverture politique a signifié la possibilité de constituer des partis politiques et de disputer à l'élite, par les élections qu'on promet démocratiques, des positions au sein des organes parlementaires et administratifs du pouvoir, pour les travailleurs, l'ouverture démocratique signifie **avant tout** : la liberté syndicale — la fin de la tutelle totalitaire du ministère du Travail — le droit de grève sans aucune restriction ; la négociation collective des contrats de travail ; la représentation syndicale dans les entreprises ; la stabilité d'emploi, sans laquelle il ne peut exister de mouvement syndical fort ; des augmentations de salaires qui ne se limitent pas à suivre en retard l'érosion inflationniste et à compenser la plus grande productivité, mais qui permettent une redistribution plus



"Pour un syndicat libre."

équitable du revenu pour mettre fin à la misère croissante ; l'élimination du chômage structurel ; et la réforme agraire.

Ces aspirations, qui sont possibles dans le cadre d'une société démocratique, sont-elles compatibles au modèle de « développement » mis en place en 1964, fondé sur l'ouverture de l'économie aux transnationales, le gel ou la limitation des salaires, la grande propriété foncière capitaliste ? Les organisations des travailleurs de la ville et de la campagne, ainsi qu'une grande partie de l'intelligentsia, ont condamné unanimement ce modèle qui concentre la richesse à un pôle et la misère à l'autre et qui semble illustrer ainsi les thèses du « Capital ». Comme l'exprimaient, il y a un mois de cela, dans un important document, les dirigeants des organisations syndicales, des pastorales ouvrières et des communautés de base des principaux états du pays : il faut changer le modèle.

Analysant la véritable portée de « l'ouverture politique », le document ajoutait : « On admet l'opposition au gouvernement, mais pas au régime — et le modèle, c'est le régime selon l'idéologie dominante. Ainsi, on admet sur la scène politique la présence de partis d'opposition et les secteurs les plus libéraux vont jusqu'à dire qu'un parti d'opposition peut arriver au gouvernement mais dans la mesure où cette opposition est « fiable », c'est-à-dire qu'elle ne touche pas au régime. Dans ces conditions « seule la mobilisation de la classe ouvrière constitue l'unique force politique capable d'établir une véritable opposition au régime ».

Personne n'est plus conscient de la vérité de cette assertion que le gouvernement militaire brésilien lui-même et à l'intérieur, son éminence grise, le théoricien de la doctrine de la « sécurité nationale » et le stratège de « l'ouverture politique », un paravent du régime, le général Golbery Couto e Silva. Il n'y a pas à s'étonner alors que Raimundo Faoro, un des plus éminents juristes du Brésil, ex-président de l'ordre du Barreau, ait déclaré : « Le processus d'ouverture à caractère élitiste a quelque chose de très choquant : les



libertés démocratiques n'ont pas encore atteint les travailleurs ».

Par conséquent, il n'y a pas à s'étonner de ce que le général Golbery s'oppose personnellement — contrairement aux entrepreneurs les plus lucides — à une solution négociée de la récente grève des métallurgistes de l'ABC — les districts du grand Sao Paulo constituent la plus grande concentration d'industrie d'Amérique latine. En flagrante contradiction avec les énoncés démocratiques du gouvernement, le général Golbery a fait appel à la législation ouvrière encore en vigueur de la période semi-fasciste de Vargas et il s'est aussi servi de la loi de la Sécurité nationale, l'instrument de répression politique. Avec cet arsenal juridique, il est intervenu dans les syndicats en destituant les dirigeants et en les emprisonnant, et il a utilisé contre les grévistes pacifiques (la grève faisant l'unanimité chez les travailleurs, les piquets de grève n'étaient pas nécessaires) le gigantesque appareil de répression et d'intimidation violente qu'est la Police militaire. Pour de nombreux observateurs, cela semblait les signes avant-coureurs d'un retour aux jours les plus durs de la dictature.

Le Tribunal régional du Travail s'est d'abord déclaré incompétent pour donner une opinion sur la grève, puis quelques juges ont été changés, et alors il a déclaré la grève illégale. Malgré ce jugement, les métallurgistes ont continué la grève, non plus pour

l'augmentation des salaires, ce que le Tribunal avait accordé à satisfaction, mais pour que les entrepreneurs garantissent l'emploi pour un an (revendication fondamentale pour assurer l'application des augmentations de salaires) et qu'ils acceptent la représentation syndicale dans les usines.

Si les métallurgistes de l'ABC qui sont l'avant-garde dynamique du mouvement ouvrier brésilien avaient gagné toutes leurs revendications, cela aurait donné une impulsion réelle pour la mobilisation générale des travailleurs à la recherche de cet espace légal plus ample dont ils ont besoin. Il faut tenir compte que les grands syndicats industriels et la CONTAG, la Centrale des travailleurs ruraux qui luttent pour le droit à la grève et la réforme agraire, s'étaient solidarisés avec les métallos. Un nouvel espace légal aurait été ouvert et les manifestations de solidarité des secteurs industriels et de la CONTAG n'ont pas manqué pour seconder les métallurgistes afin d'ouvrir la brèche.

Fait remarquable, la grève des métallurgistes a été celle qui a duré le plus longtemps depuis 1964. Affronté pour la première fois depuis beaucoup d'années à la nouvelle classe ouvrière brésilienne, le gouvernement a dû céder et permettre la manifestation du 1er mai où 100 000 travailleurs et leur familles ont renouvelé la mémoire à l'entrepreneur et ministre du Travail, Murilo Macedo, qui demandait : « Qu'est-ce qu'on fête ce jour-là ? » Cette décision de dernière minute a été prise

LULA



par le président Figueiredo lui-même, évitant ainsi un massacre, étant donné le climat de confrontation politico-militaire que le gouvernement a établi pendant un conflit qui aurait dû se régler entre ouvriers et patrons.

Comment le nouveau syndicalisme brésilien se situe-t-il par rapport à la lutte politique et idéologique ? Parlant des travailleurs de San Bernardo qui sont presque tous originaires du Nord-Est, comme leur propre leader Lula, un « pernambucano », un journaliste brésilien qui avait suivi toute la grève écrivait que : « l'aversion de ces travailleurs à toutes espèces d'organisations politiques traditionnelles ou clandestines est telle qu'ils ont décidé de créer leur propre parti, le **Parti des travailleurs (PT)**, qui est né suite à la grève de l'année dernière et qui cherche à obtenir sa reconnaissance légale avec un programme ouvrier et démocratique.

### *Le « communisme en fête » de l'Église brésilienne*

On ne peut passer sous silence l'aide que l'Église brésilienne, spécialement celle de Sao Paulo, a apporté aux travailleurs en grève. Ne trouvant pas de lieux publics de réunion, harcelés, battus, détenus, les travailleurs ont trouvé un refuge et des locaux dans les églises. Au début des manifestations, les images du Christ flottaient au vent. L'Église a apporté l'aide matérielle et juridique aux familles des grévistes et aux prisonniers. Deux de ses avocats ont été emprisonnés. Sans ce soutien de l'Église, les travailleurs auraient

difficilement fait 41 jours de grève. L'Église s'est limitée à donner inconditionnellement cet appui ; jamais elle est intervenue dans les décisions du syndicat, lesquelles furent adoptées lors d'assemblées qui comptaient de 60 000 à 80 000 travailleurs.

Les relations entre le gouvernement et l'Église ont été particulièrement tendues. Le cardinal de Sao Paulo, Mrg Paulo Evaristo Arns et l'évêque de San Adrés, D. Claudio Hummes, ont été accusés par les leaders gouvernementaux de « socialistes ». Les porte-parole du régime ont exprimé leurs espoirs en la prochaine visite du Pape pour mettre fin au « communisme en fête » de l'Église brésilienne. Le président Figueiredo a accusé don Paulo d'« inciter à la grève » et la DEOPS — la police politico-militaire — a suggéré de faire tomber l'évêque de San Adrés sous le coup de la Loi de la Sécurité nationale.

Mais l'Église n'a pas perdu son calme et la conférence nationale des Évêques du Brésil (CNBB) a émis une déclaration dans laquelle elle affirmait : « Ce qui est en jeu dans cette crise, c'est l'organisation même des politiques sociales du pays. La vérité est que jusqu'à maintenant elle a servi à atténuer les tensions sans affecter les arbitres mêmes de ces concessions. Maintenant, il y a un fait nouveau qui est simplement celui-ci : les centaines de milliers qui sont touchés par les politiques sociales veulent participer aux décisions qui influencent directement leur vie, leur famille et leur travail. »

Personne n'a encore dédit cette interprétation du nouveau syndicalisme brésilien ●

## LA BANQUE DE MONTRÉAL AU SECOURS DE LA JUNTE BRÉSILIENNE

Jusqu'à ces dernières années, la plus importante transnationale au Brésil était la compagnie canadienne **Brascan**, qui a fait ses milliards avec le « miracle économique » brésilien depuis quinze ans. Maintenant, Brascan cherche par tous les moyens à se débarrasser de ses investissements « en or ». Elle y est largement parvenue. La **Banque de Montréal**, par exemple, a racheté le secteur banque privée de la Brascan. C'est en signe de bonne volonté envers la dictature que la B. de M. s'est donc chargée, en avril et en mai, de placer à l'étranger un emprunt de \$ 350 millions pour le gouvernement. Mal lui en prit. Le gouvernement brésilien refusant de relever, à la demande du marché

bancaire international, le taux d'intérêts qu'il offrait, la B. de M. a dû se charger elle-même de lui prêter plus de \$ 75 millions (US, toujours) qui n'avaient pas trouvé preneur.

Il faut comprendre la junte brésilienne. Cette année, elle devra payer \$ 12,5 milliards en intérêts et remboursements obligatoires sur ses emprunts à l'étranger. Ce qui est plus que les \$ 11 milliards qui lui coûtera son pétrole, qu'elle doit presque entièrement importer. Or, l'an dernier, les exportations totales du pays n'ont rapporté que \$ 15 milliards ! La junte se retrouve dans cette situation parce que sa dette internationale doit atteindre en 1980 \$ 58 milliards. Ce sont ces emprunts insensés qui ont fait survivre son « miracle économique » — et sans doute la dictature elle-même — au-delà du début des années 70.

En effet, depuis ce temps-là, le Brésil bénéficie d'un traitement de faveur de la part du Fonds monétaire international (FMI) et, à sa suite, de la finance internationale. Un seul autre pays est ainsi favorisé, mais c'est un pays exportateur de pétrole : le Mexique.

Tout indique que les faveurs « apolitiques » des banquiers internationaux, comme la B. de M., vont finir

d'ici, disons un an, par placer le Brésil dans la position du Zaïre (une autre dictature favorisée) : la faillite internationale. Ceci signifie que les créanciers actuels acceptent, de force, que leur dû leur soit payé « plus tard » et que les opérations courantes du pays (qui restent inévitablement déficitaires) sont financées par des prêts-aumônes sous la tutelle du Fonds monétaire international.

Si la dictature continue à essayer de courir plus vite que son ombre financière, c'est justement pour éviter (en fait, retarder), la première conséquence d'une telle tutelle. Pour pouvoir faire face un jour à sa dette gigantesque, il faudrait que le Brésil durant plusieurs années coupe sa production, pour couper ses importations de pétrole et de machines, et augmente ses exportations. En d'autres termes, qu'il nourrisse son

peuple beaucoup moins encore qu'il ne le fait (cf. voyage du pape) tout en lui imposant autour de 30 % de chômage. Ce qui provoquerait des révoltes plusieurs fois pires que celles que la junte a toutes les peines du monde à prévenir actuellement. Une autre solution serait d'appauvrir les transnationales et la bourgeoisie qui sont les seuls gagnants du « miracle économique » et de développer l'autosuffisance alimentaire ainsi que la petite industrie non-dépendante des machines et des capitaux internationaux. Mais il n'en est pas question...

La junte a promis de rétablir une « démocratie » virile. Ou elle va virer à droite avant de le faire, ou elle va laisser un gouvernement civil s'installer pour pouvoir le blâmer du désastre économique soudain, et faire un coup de force pour « sauver le pays » par des méthodes encore plus sanglantes.



## POLIO ET MIRACLE BRÉSILIEN

Le « miracle économique » brésilien impose à la majeure partie du peuple, dans les bidonvilles ou les campagnes appauvries, des conditions de vie extrêmement favorables à la transmission des maladies infectieuses. Il est littéralement vrai que la grande majorité des Brésiliens doivent leur survie aux vaccins. Quant aux nouveaux-nés, ils meurent à des taux record. Le gouvernement laisse faire. Certains de ses membres ont même profité de réseaux géants d'exportation de sang humain.

Sans doute pour éviter une épidémie elle aussi record, la junte a fait venir l'inventeur du vaccin

anti-polio, le docteur Albert Sabin. La première constatation de celui-ci fut que les statistiques du ministère de la Santé étaient mensongères. Il recommanda deux mesures d'urgence : 1) l'examen des 1,4 millions d'enfants vivant dans les conditions les plus dangereuses ; 2) une campagne d'immunisation sur le modèle de celle qui a éliminé la polio de Cuba dans les années soixante.

Favorable en paroles, la junte a stoppé le programme d'examens au sixième du chemin. Au printemps, les propres examens de Sabin démontraient cependant des épidémies majeures et non-traitées dans quatre États. Quant à la campagne d'immunisation, la junte l'a confiée aux deux médecins responsables de ses statistiques « miraculeuses ». En avril, le docteur Sabin a abandonné la partie en déclarant que ceux-ci, le sous-ministre et le ministre, aussi médecins, « se sont comportés en tant que médecins d'une façon indigne »

## TEMOIGNAGE

### D'UNE QUEBÉCOISE

### EXPULSÉE DE BOLIVIE

— *Depuis quand étais-tu en Bolivie et qu'y faisais-tu ?*  
J'étais en Bolivie depuis 6 mois et je travaillais comme documentaliste dans un centre d'information et de documentation. J'y étais sous contrat en tant que coopérante.

— *Quand a eu lieu le coup d'État en Bolivie et comment as-tu réagi ?*

Le coup d'État a eu lieu le 17 juillet dans la journée. Je dis dans la journée, car en Bolivie, les coups d'État se passent généralement la nuit. On sait que celui-ci est le 189e. Ça a commencé à 9 h le matin. Il y avait déjà à La Paz les premiers reportages à la radio, faisant état d'une révolte de la garnison de Trinidad dont le but était de signifier le désaccord des militaires avec le résultat des élections, tenues le 29 juin. Les militaires prétextaient une fraude et affirmaient qu'ils prenaient le pouvoir. Qu'une révolte se produise dans une garnison loin de La Paz, cela était déjà arrivé. Mais ce qui donnait du poids à celle de Trinidad et en même temps en disait la gravité, c'est que le chef de la révolte était García Meza, chef d'état-major. Déjà depuis quelques mois, García Meza se prononçait contre le retour à la démocratie. Un peu plus tard, c'était le chef de la garnison de Sta Cruz qui suivait le mouvement. Sta Cruz est une ville assez importante à la frontière du Brésil. C'est souvent de là qu'originent les coups d'État. C'est aussi là que vit la mafia de la cocaïne, amassant d'énormes fortunes. En passant, on sait que García Meza possède deux avions qui font régulièrement la navette entre la Colombie et la Bolivie. Des milieux informés de la Bolivie affirment que le trafic de la cocaïne rapporte des revenus à ses auteurs plus importants que ceux que rapportent les mines à la Bolivie.

Plus l'avant-midi avançait, plus le sérieux du coup d'État se confirmait. L'activité était encore intense au centre-ville et j'ai vu beaucoup de monde défaire les pavés pour en faire des barricades aux intersections de toutes les rues importantes. En allant dîner, j'ai appris que le centre où je travaillais avait été fermé et que le local de la COB avait été pris d'assaut, avant même que

l'armée soit dans les rues de La Paz. La COB est la centrale ouvrière unique de la Bolivie. Trois ambulances et quatre jeeps sans plaque sont arrivés devant le siège social de la COB et l'assaut fut donné. On suppose que les assaillants étaient membres de groupes para-militaires, groupes qui furent très actifs dans ce coup-ci, contrairement aux autres coups. Ces groupes étaient informés que les principaux dirigeants du mouvement ouvrier et populaire participaient à une réunion. Il y avait là une cinquantaine de personnes dont une vingtaine de journalistes. Parmi les dirigeants, il faut mentionner Juan Lechin, président de la COB, Marcelo Quiroga Sta Cruz, président du Parti socialiste, Simon Reyes, de la COB et Oscar Eid du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR).

Ils mettaient au point une déclaration appelant à la grève générale et à la résistance. On a arrêté tout le monde. Pendant l'assaut, certains ont pu s'échapper dont Eid et quelques autres. D'autres n'ont pas pu y arriver, dont Lechin et Reyes. Quiroga Sta Cruz fut blessé et ensuite assassiné.

J'ai décidé alors de quitter la maison pour aller habiter chez des amis. Vers 2 h p.m., les rues étaient très animées et beaucoup de gens montaient des barricades. Arrivée près de l'université — centre de résistance comme dans bien des pays d'Amérique latine — j'ai vu les soldats arriver avec six tanks et des camions remplis de militaires avec des mitraillettes. Les barricades placées par les étudiants n'ont pas tenu longtemps et la rue s'est vidée.

Toutes les radios furent prises par l'armée, certaines, comme Fides des Jésuites, furent dynamitées. Cependant, sur les ondes courtes, nous pouvions encore entendre les radios minières qui continuaient à diffuser et appelaient le peuple à la résistance.

— *Quand t'a-t-on expulsée ?*

Le coup d'État a eu lieu le jeudi. Le dimanche, les militaires ordonnaient à tous les étrangers de se présenter au ministère de l'Intérieur car, disaient-ils, ils étaient à la recherche de dangereux extrémistes de

l'étranger venus faire de la subversion. Comme tout le monde, je me suis présentée le lundi. On m'a arrêtée. On m'a amenée dans un bureau et on m'a mis une cagoule pour m'amener ensuite dans un petit réduit. J'ai demandé qu'on appelle le consul du Canada, et on n'a pas fait de cas de moi. J'avais pris la précaution cependant d'établir des consignes avec deux autres Québécois qui faisaient aussi la queue au ministère ce jour-là. En constatant que je ne ressortais pas, ils ont averti le consul. Ce dernier s'est présenté à deux reprises dans la soirée et les officiers du ministère affirmèrent qu'ils m'avaient relâchée. Ce n'est que le lendemain vers midi, et après un troisième refus tôt dans la matinée, que les officiers du ministère ont admis me détenir. Ils m'ont remis au consul, me signifiant que j'étais expulsée du pays. Quand je suis retournée chez moi pour reprendre mes choses, tout avait disparu.



BOLIVIE.

(Elections de septembre '78)

— *Pourrais-tu nous parler du processus électoral des mois précédents ?*

Il y a eu des élections le 29 juin et c'était pour la troisième fois en trois ans. Les premières en 1978 furent suivies d'une déclaration de nullité, les militaires ne pouvant camoufler la fraude énorme commise par eux. En 1979, l'Union démocratique et populaire (UDP) avait gagné, mais avec une faible marge sur l'autre coalition du centre-droite. Devant la difficulté pour le Congrès de se prononcer en ce cas, des négociations conduisirent à la nomination d'un président intérimaire jusqu'aux prochaines élections, celles de juin 1980. Le 29 juin de cette année, l'UDP gagne les élections et distance de loin la coalition de centre-droite. L'UDP est composée du Parti communiste, du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), du mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR-I). C'est ce processus électoral que les militaires n'ont pas accepté, car tout gouvernement progressiste mettrait en danger leurs intérêts immédiats. Au pouvoir de 1971 à 1977 avec Banzer, les militaires ont des intérêts économiques importants, dont ceux liés à la mafia de la cocaïne.

— *La Bolivie touche à quatre pays : le Chili, l'Argentine, le Brésil et le Pérou ; y a-t-il eu participation de ces pays ?*

Oui, c'est assez clair que l'Argentine a appuyé le coup d'État et l'a inspiré. La présence de groupes para-militaires qui procédèrent aux arrestations de dirigeants, faisant le boulot sale et dur avant l'arrivée des militaires, ça ressemble à un procédé argentin. C'était connu aussi que le général Garça Meza se rendait souvent à l'ambassade d'Argentine. C'est aussi public que la Bolivie a beaucoup de gaz qui intéresse l'Argentine qui a déjà profité sous Banzer d'un contrat d'achat de gaz à un prix inférieur à celui du marché, contrat résilié par la suite par la Bolivie. On m'a dit aussi que les interrogatoires au Stade Bolivar étaient menés par des Argentins. D'autre part, dès le coup d'État, les émissions à la T.V. étaient des émissions argentines, dont des dessins animés, très bien faits qui essayaient de passer des messages sur la société d'ordre et de paix, troublée par des agents extérieurs, qui viennent fomentier le trouble ; tout ça personnifié par des animaux. Bref, l'Argentine ne pouvait pas accepter qu'un gouvernement civil progressiste prenne le pouvoir à ses frontières. La menace était trop grande.

— *Tu as parlé du stade Bolivar. Était-ce comparable au stade de Santiago ?*

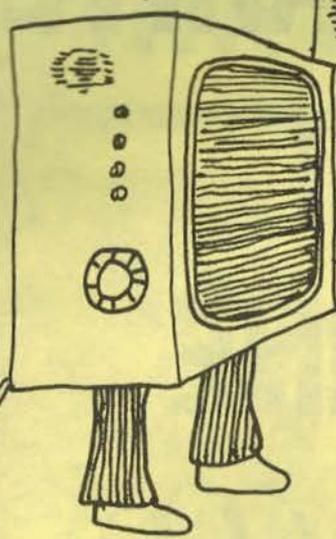
On n'en sait pas beaucoup. J'ai vu un document de l'Assemblée des droits humains de Bolivie qui parle de 1500 prisonniers. Ces chiffres m'ont été confirmés par la suite. La répression la plus flagrante, c'est que les blessés sont amenés d'abord au ministère pour être interrogés et ensuite au stade Bolivar où plusieurs meurent des suites de leurs blessures. C'est difficile de donner plus de détails à cause du contrôle total de l'information. On parle de 1000 morts à date.

— *Tu as parlé de barricades dans les rues au moment du coup d'État ; est-ce que la résistance continue ?*

Il y a une résistance importante. Le 6 août, jour où il devait assumer la présidence, Hernan Siles Suazo a fait connaître l'existence d'un gouvernement en clandestinité qui émet des communiqués et appelle à la résistance. Quant à la résistance armée, elle a été vite matée, sauf dans les mines où l'alliance des ouvriers et des paysans se développe. Par exemple, à Siglo XX et Catavi, 3000 paysans et leurs familles sont venus prêter main forte aux mineurs pour empêcher l'armée de pénétrer dans les mines. Actuellement, ils ont négocié avec les mineurs la suspension des émissions de radio pour six semaines et le retour au travail contre la garantie que l'armée n'entrerait pas dans les mines. Les mineurs ont accepté, pour éviter le pire et rompre le siège que l'armée avait entrepris. La résistance continue, mais le peuple est peu armé ou pas du tout armé.

Les militaires n'auront jamais l'appui du peuple. Quant à la stabilité de ce régime, il pourrait peut-être se consolider en remplaçant les militaires qui ont fait le coup par d'autres plus acceptables pour les autres pays, comme les États-Unis, par exemple. Banzer, qui a recueilli 200 000 votes n'a fait aucune déclaration officielle lors du coup du 17 juillet. Peut-être prépare-t-il son retour au pouvoir ?

VIVE  
LES MASS  
MEDIA!



# Chili - Québec

## informations



# Abonnement

Nous cherchons non seulement à doubler le nombre de nos abonnés, mais à obtenir des appuis financiers des individus ou des groupes que nous rejoignons. Nous avons besoin de dons, de chèques post-datés, de contributions de la part de syndicats ou d'organismes (le vôtre!), d'abonnements de soutien et d'abonnements à long terme (pour stabiliser notre financement). Nous serions très heureux aussi de trouver un organisme qui assurerait la composition du Bulletin, son impression ou son envoi postal.

Ci-joint \$ \_\_\_\_ en ESPÈCE \_\_\_\_ en CHÈQUE \_\_\_\_ en MANDAT-POSTE \_\_\_\_  
pour un abonnement au Bulletin de 3 ans (\$ 45.00) \_\_\_\_

2 ans (\$ 30.00) \_\_\_\_

1 an (\$ 15.00) \_\_\_\_

Abonnement étudiant 1 an (\$10.00) \_\_\_\_

(et) une contribution au Bulletin de \_\_\_\_

NOM : .....

ADRESSE : .....

TÉLÉPHONE dom. : ..... travail : .....

CODE POSTAL : .....

Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du COMITÉ QUÉBEC-CHILI et retournez-le à : 356 est, Ontario, Montréal, H2X 1H8.

# SOIRÉE DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI AMÉRIQUE LATINE

**20**  
**SEPTEMBRE**  
**20 heures**



## Journée de solidarité du 20 septembre

### 12 h à 18 h

- Présentation de films traitant de différents aspects de la lutte en Amérique latine.
- Exposition et kiosques de groupes québécois qui travaillent au développement de la solidarité internationale.
- Présentation de diaporamas.

### 20 h

- Soirée politico-culturelle
- Interventions de militants de la Résistance populaire latino-américaine.
- Chansons latino-américaines et québécoises.

DATE : 20 SEPTEMBRE

LIEU : UQAM  
PAVILLON JUDITH JASMIN  
(Place centrale-vieux clocher)

Organisé par le Comité Québec-Chili et le Comité de solidarité Québec-Amérique latine (SQAL).

Pour renseignements : 842-8459  
842-8450.